



# SNU MAGAZINE

## SYSTÈME DES NATIONS UNIES AU SÉNÉGAL

Ne Laisser Personne Pour Compte

<https://senegal.un.org>

Numéro 1 - Février 2021

**Appuyer la relance  
socio-économique, une  
priorité du Système des  
Nations Unies au Sénégal**

**Bâtir Pour Mieux  
Se Relever !**

**2021, année des possibilités et de  
l'espoir pour Antonio Guterres**





## 3 Bâtir pour mieux se relever !

### SANTÉ

- 4** Appuyer la relance socio-économique, une priorité du Système des Nations
- 7** Entretien avec Dr. Lucile Imboua, Représentante de l'OMS au Sénégal
- 8** UNICEF appuie l'engagement des artistes et encourage les jeunes à poursuivre les efforts de lutte contre le coronavirus
- 9** Réintégration : Initiative conjointe UE-OIM en soutien à la lutte contre la COVID-19
- 10** Plateforme COVID-19 pour l'Appui au Secteur productif (PNUD)
- 12** Le secteur industriel, un des secteurs clés de la relance socio-économique (ONUUDI)
- 13** Le renforcement de la capacité de transport des médecins et des patients (UNOPS)
- 14** Entretien avec Mme Amata Sangho Diabaté, Représentant Résident du PNUD au Sénégal
- 16** L'UNESCO mobilisée sur l'information, la migration et la COVID-19
- 18** Un don d'une ambulance médicale d'une valeur de 25 millions de francs CFA au profit du District Sanitaire de Matam
- 19** UNICEF Sénégal et la Fondation Mastercard s'associent dans la riposte à la pandémie
- 20** La FAO et l'USAID appuient le dispositif national de contrôle de l'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) H5N1 au Sénégal
- 22** Résilience des MPMEs en Sénégal en temps de COVID : trois moteurs d'innovation à la loupe ! (UNCDF)
- 23** UNCDF en appui aux agences de l'Etat pour la résilience des PME face aux impacts économiques de la crise sanitaire COVID-19 au Sénégal
- 24** Dans l'appui à la riposte nationale contre la COVID-19, l'UNFA continue de jouer sa partition

### ÉDUCATION

- 27** Distribution de kits scolaires pour assurer la continuité pédagogique auprès des enfants réfugiés du Sénégal (UNESCO, UNHCR, UNICEF)
- 28** Imaginecole : la Coalition mondiale pour l'éducation de l'UNESCO lance une plateforme d'apprentissage pour l'Afrique francophone
- 29** Modifier les approches éducatives afin de mobiliser les jeunes en faveur de l'État de droit via la télévision et le streaming (ONUUDC)
- 30** Cyber Karangué, l'ONUUDC s'engage avec le gouvernement du Sénégal pour la sécurité numérique pendant la COVID-19.

### FOCUS

- 33** Contribution d'ONU Sénégal aux priorités nationales de développement : démarrage de l'atelier de revue 2020 et planification 2021
- 35** L'art de combattre la faim : Kalidou Kassé, surnommé le pinceau du Sahel, invite les jeunes artistes à s'engager pour un monde sans faim (PAM)
- 37** Consultations UN75 : la santé, l'éducation, la paix et l'environnement en tête des préoccupations des Sénégalais
- 38** Ziguinchor, la région Sud du Sénégal accueille la campagne des 16 Jours contre les violences faites aux femmes et aux filles (ONU FEMMES)
- 39** Réduction des risques de catastrophe : le Système des Nations Unies au Sénégal pleinement engagé.
- 40** La stratégie des Nations Unies sur la jeunesse va de l'avant !
- 41** Journée «portes ouvertes» virtuelle des Champs-écoles paysans du Léhar (FAO)

### EN BREF



**44** Siaka Coulibaly, reçu en audience par le Président de la République

### UN GLOBAL



**47** 2021, année des possibilités et de l'espoir pour Antonio Guterres

**51** À venir



#### Chef d'édition

Papa Cheikh Sakho Jimbira

#### Rédacteurs

Groupe Communication des Nations Unies au Sénégal

#### Design :

Ibrahima Souleymane Mbengue



<https://un.senegal.org>



[facebook.com/onusenegal](https://facebook.com/onusenegal)



[twitter.com/OnuSenegal](https://twitter.com/OnuSenegal)



# Bâtir pour mieux se relever !



Nous avons su, malgré le caractère inédit de la pandémie, sa violence et son ampleur, résister et continuer de tenir debout pour en venir à bout.

**Siaka Coulibaly**

Coordonnateur Résident du  
Système des Nations Unies au Sénégal



Face aux désastres causés par la COVID-19, le Secrétaire général Antonio Guterres a appelé les Etats Membres de l'ONU de passer d'une « *annus horribilis* » en 2020, à une « *annus possibilitatis* » en 2021.

Comme le Secrétaire général, nous avons la conviction que 2021 est l'année des possibilités et de l'espoir et pensons qu'au niveau de notre équipe pays, nous devons être un des moteurs de cet espoir et de la relance.

C'est tout le sens de l'appui, que le Système des Nations Unies au Sénégal, n'a cessé de mettre au service du Gouvernement et des populations, dans la cadre de la riposte nationale contre la Covid-19. En effet, bien avant l'apparition du premier cas au Sénégal en mars dernier, le Système des Nations Unies au Sénégal s'est mobilisé pour auprès du Gouvernement, participant à la phase préparatoire de la réponse, mais également en fournissant un appui multiforme quand la pandémie s'est déclarée dans le pays, notamment sanitaire, logistique, financier, dans la planification, le suivi et la mise en œuvre, dans la communication, le renforcement des capacités, la mise à niveau des structures d'accueil, la surveillance des frontières, etc.

Cet appui s'est poursuivi à travers l'élaboration du Cadre des Nations Unies pour la Réponse Socio-économique immédiate à la COVID-19, pour soutenir les mesures prises par le Gouvernement du Sénégal dans le but de limiter les conséquences désastreuses de la pandémie sur l'économie et les différents secteurs sociaux, et permettre la relance économique.

Il faut noter que ce Cadre des Nations Unies au Sénégal, a été adossé à celui déjà défini par le Gouvernement, à travers le Plan de résilience économique et social (PRES) avec un fonds dénommé FORCE-COVID-19 d'un montant de 1000 milliards de FCFA, soit 7% du PIB, mais également le Plan d'Action Prioritaire Ajusté et Accéléré (PAP2A).

Nous félicitons le Gouvernement du Sénégal, ainsi qu'en premier lieu le Chef de l'Etat, Son Excellent le Président Macky Sall qui, en fondant sa vision sur les principes de l'éthique, de la préférence locale et de la solidarité, fait à travers le PAP 2A le pari de promouvoir une économie fondée sur la souveraineté alimentaire et sanitaire grâce à une agriculture intensive, abondante et résiliente, un système de santé inclusif, un système éducatif performant, un secteur privé national fort et un renforcement de la protection sociale, de la transformation industrielle et de l'économie numérique.

Nous demeurons convaincus qu'en œuvrant ensemble dans la réalisation de ces objectifs, nous allons ensemble non seulement vaincre la COVID-19, mais permettre au Sénégal de se doter d'une économie, qui garantisse la croissance, la résilience et l'inclusion.

Je me réjouis et félicite le Gouvernement pour la mise à la disposition rapide du vaccin aux plus vulnérables. Le vaccin suscite beaucoup d'espoir à travers le monde et comme le Secrétaire général Antonio Guterres, je salue l'initiative COVAX, notamment les engagements d'accès équitable au vaccin, en particulier pour les populations les plus vulnérables.

Je réitère ici l'engagement du Système des Nations Unies au Sénégal et la mobilisation de toutes ses entités, pour accompagner le Sénégal dans la lutte contre la pandémie et dans la mise en œuvre de la relance socio-économique.

Comme l'a rappelé le *Secrétaire Général*, nous pouvons faire de 2021 « *une année de possibilité et d'espoir* ». Nous en sommes également convaincus. Pour ce faire, continuons à conjuguer nos efforts et veiller à ce que notre action ne laisse personne pour compte, en particulier les plus vulnérables.

**Siaka Coulibaly**

Coordonnateur Résident du  
Système des Nations Unies au Sénégal





« Nous devons investir dans la participation des jeunes, ainsi que dans leurs organisations et leurs initiatives. »  
Antonio Guterres, Secrétaire général de l'ONU.



# CADRE SOCIOÉCONOMIQUE

## Appuyer la relance socio-économique, une priorité du Système des Nations Unies au Sénégal

La relance socio-économique apparaît comme une urgence, à laquelle le Gouvernement du Sénégal et ses partenaires s'attèlent.



**Outre la crise sanitaire, la COVID-19 n'a pas manqué, comme partout dans le monde, de porter à l'économie Sénégalaise un coup de boutoir, dont les effets se font ressentir dans tous les secteurs. La relance socio-économique apparaît dès lors comme une urgence, à laquelle le Gouvernement du Sénégal et ses partenaires s'attèlent, pour que les chocs économiques et sociaux générés par la pandémie soient au plus vite résorbés et que l'activité socio-économique soit redynamisée.**

Le jeudi 17 décembre, M. Siaka Coulibaly, Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies au Sénégal, accompagné des Représentants de l'UNICEF, du PNUD et de l'ONUDI, ont été reçus en audience, par le Ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération, M. Amadou Hott, pour la remise officielle du Cadre des Nations Unies pour la réponse socio-économique immédiate à la COVID-19.

En effet, tirant parti des avantages comparatifs de ses différentes Agences, le Système des Nations Unies au Sénégal a élaboré en collaboration avec le Gouvernement en toute cohérence, un Cadre de réponse socio-économique, qui complète la réponse sanitaire, et la réponse humanitaire. Le document présente l'offre à fournir par l'équipe pays des Nations Unies au Sénégal au Programme de Résilience Economique et Social (PRES) du Gouvernement pour faire face à la pandémie de COVID-19 et assier une relance économique et sociale. Le cadre mettra en pratique le rapport de mars 2020 du

Secrétaire général des Nations Unies « *Responsabilité partagée, solidarité mondiale : Réponse à l'impact socio-économique de la COVID-19* ». Il prend en compte les différents impacts économiques, sociaux et environnementaux actuels et éventuels de la crise de la Covid-19 au Sénégal. Il s'aligne et complète également la réponse de l'Etat du Sénégal, notamment le PRES, le Programme d'Actions Prioritaires Ajusté et Accéléré (PAP2A) et les réponses sectorielles.

M. Siaka Coulibaly, Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies au Sénégal est revenu sur l'objectif principal, en rappelant que : « *Le cadre pour la réponse socio-économique vise à accompagner le Sénégal pour sortir de la meilleure manière de la crise et créer une économie et société plus résiliente aux chocs, tels que celui causé par la COVID-19. Ce cadre est fondé sur le paradigme de mieux reconstruire ou du "Building Back Better" et il s'agit plus précisément d'utiliser les phases de redressement, de réhabilitation et de reconstruction post crise, pour accroître la résilience du pays et des communautés, en intégrant des mesures de réduction des risques de catastrophe dans la restauration des infrastructures physiques et des systèmes sociétaux, et dans la revitalisation des moyens de subsistance, des économies et de l'environnement.* »

Pour rappel, ce cadre du système des Nations-Unies est structuré autour des cinq piliers.



- Garantir les services de santé essentiels et protéger les systèmes de santé ;
- Aider les personnes à faire face à l'adversité, grâce à la protection sociale et aux services de base ;
- Protéger les emplois, soutenir les petites et moyennes entreprises et les travailleurs du secteur informel par le biais de programmes de relance économique durable ;
- Renforcer et Orienter les mesures de relance budgétaire et financière pour que les politiques macroéconomiques profitent aux plus vulnérables, à une relance verte et au renforcement des réponses multilatérales et régionales ;
- Promouvoir la cohésion sociale et investir dans des systèmes de résilience et de réponse communautaires.

Monsieur le Ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération, M. Amadou Hott, est revenu sur l'importance de passer de la résilience à la relance, vœu cher au Chef de l'Etat, Son Excellence Macky Sall, qui a récemment estimé que le Sénégal doit « passer de la défense à l'attaque, par la relance ». Monsieur Hott a rappelé que, la COVID-19 a affecté des secteurs vitaux de l'économie et amené le Gouvernement à mettre en place le Plan de Résilience Economique et Social (PRES), dont le niveau d'exécution satisfaisant et compte tenu des incertitudes sur la durée de la crise, engage le Sénégal à amorcer une relance durable de l'économie nationale, par un ajustement du Plan d'Action Prioritaire 2 (PAP2).

L'objectif, a-t-il également rappelé, est de remettre le pays sur la trajectoire de croissance forte d'avant la COVID-19. Monsieur le



ministre s'est félicité de l'engagement du système des Nations Unies au Sénégal, en magnifiant les rapports privilégiés que l'institution entretient avec la Gouvernment. « *Je me félicite de l'initiative, salubre à plus d'un titre, du Système des Nations-Unies à travers ce Cadre des Nations Unies au Sénégal pour la réponse socio-économique à la pandémie de la COVID-19. On l'aura constaté, c'est plus qu'une convergence de vue, une volonté et un engagement, un « commun vouloir » de vie commune dont le but est de faire de chacun de nous un citoyen d'un même et unique système pour le bien-être des populations* », a-t-il déclaré.

Rappelons par ailleurs que chaque pilier du cadre, exige un certain nombre d'actions qui devraient mettre l'accent sur les grands axes de politiques structurelles à mettre en œuvre pour s'assurer l'atteinte des ODD via une économie résiliente et une société équitable.







## SANTÉ - ENTRETIEN

# Entretien avec Dr. Lucile Imboua, Représentante de l'OMS au Sénégal

**Après presque une année de mobilisation de l'OMS au Sénégal auprès du Gouvernement, dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID-19, la Représentante Résidente Dr. Lucile Imboua revient sur l'engagement de l'Agence et les aspects marquants de l'appui au pays.**

**Presque un an après l'apparition du premier cas de COVID-19 dans le pays, quel bilan tirez-vous de la riposte nationale contre la pandémie, mise en place par le Gouvernement ?**

Le gouvernement du Sénégal à l'instar de celui des autres pays africains a mis en place un dispositif de riposte qui a été apprécié au niveau mondial, malgré certains défis liés à la communication sur les risques et l'engagement communautaire. Les points forts de ce dispositif au cours de la première vague de la riposte ont été : la disponibilité d'un plan de préparation qui a été entièrement financé par l'Etat du Sénégal, l'engagement des plus hautes autorités de la république avec en tête on Excellence le Chef de l'Etat, la disponibilité des données épidémiologiques et leur diffusion régulière ; la bonne qualité de la prise en charge des cas de COVID-19 ; l'utilisation des sites hôteliers pour la mise en qua-

rantaine des contacts, la disponibilité des tests et la décentralisation du laboratoire au niveau des régions médicales, particulièrement dans les zones enclavées, etc. Cependant, ce dynamisme observé lors de la première vague devrait se poursuivre lors de la deuxième vague de l'épidémie, que nous traversons actuellement, afin de mettre en œuvre efficacement toutes les interventions et freiner ainsi la circulation du virus.

**Le Sénégal a souvent été cité en exemple, pour sa gestion de la pandémie. Quels sont selon vous les clés de la réussite de la stratégie mise en place par le Gouvernement ?**

Comme je l'ai dit tantôt, le leadership au plus haut sommet de l'Etat et des autorités sanitaires, la mise en place d'un dispositif prenant en compte tous les piliers de la riposte et bénéficiant de ressources idoines, l'appropriation des directives de riposte proposées par l'OMS et les autres partenaires techniques, enfin l'accompagnement des partenaires techniques et financiers ont été autant d'éléments qui ont favorisé la bonne gestion de la pandémie au Sénégal. Ces acquis doivent être cependant capitalisés pour une bonne gestion de la deuxième vague.

La deuxième vague semble être plus virulente que la première. Qu'est-ce qui explique cela, selon vous ?

Dans cette deuxième vague, les cas s'accroissent à un rythme nettement plus rapide que la première. Cela s'explique par une contagiosité plus importante. Il en résulte donc une augmentation des cas graves et une saturation des hôpitaux et centres de prise en charge aboutissant à des décès. A ce sujet, on a pu constater sur le continent en général et au Sénégal en particulier, une augmentation du nombre de décès.

**L'OMS au Sénégal a dès le début appuyé le Gouvernement dans la lutte contre la pandémie. Quelles ont été les grandes lignes de cet appui multiforme ?**

L'appui de l'OMS a porté sur tous les piliers de la riposte. Toutefois l'appui à coordination de la riposte au niveau central et à la décentralisation des interventions dans les régions médicales et les districts sanitaires a constitué notre contribution majeure. Je voudrais signaler que cet appui a été fait en collaboration avec d'autres agences du système des Nations unies, telles que l'OIM, l'UNICEF et le HCR pour la sécurité sanitaire aux frontières, la prévention et le contrôle de l'infection, la logistique et la communication de risque



ainsi que l'engagement communautaire. Cet appui conjoint entre agences et avec les autres partenaires de la santé doit se renforcer au cours de cette deuxième vague. Le système des Nations Unies dispose d'un cadre pour appuyer la réponse socio-économique immédiate à la COVID-19.

**Si des améliorations devaient être apportées à la réponse nationale, quelles seraient-elles ?**

Il serait souhaitable que la surveillance qui est la pierre angulaire de la riposte soit renforcée pour permettre de guider les autres interventions de riposte. La communication pour permettre un engagement communautaire accru est aussi un domaine qui mériterait d'être amélioré, ainsi que la gestion des rumeurs, ce d'autant plus que le Sénégal s'apprête à introduire les nouveaux vaccins contre la COVID-19.

**Comment appréciez-vous la contribution du système des Nations Unies, dans la réponse nationale contre la pandémie ?**

La contribution du système des Nations Unies a été effective et importante lors de la première vague de la riposte. Aussi, il me paraît important de souligner que cette contribution s'est faite sous le leadership du Coordonnateur du système des Nations unies en parfaite harmonie avec les autorités avec lesquelles les discussions ont été permanentes et renforcées. J'en profite pour remercier l'Etat du Sénégal, le Ministère de la Santé et de l'Action Sociale et les autres départements ministériels pour nous avoir toujours impliqué dans cette riposte. Le système des Nations Unies dispose d'un cadre pour appuyer la réponse socio-économique immédiate à la COVID-19. Je formule le vœu que pour cette seconde vague, nous puissions le mettre efficacement en œuvre, agir encore plus ensemble chacun dans son domaine et de manière plus visible et perceptible sur le terrain. C'est à ce prix que nous aurons vraiment joué notre partition pour aider à libérer le Sénégal de la COVID-19.



## SANTÉ - RIPOSTE COVID-19

# UNICEF appuie l'engagement des artistes et encourage les jeunes à poursuivre les efforts de lutte contre le coronavirus

Face à l'augmentation des cas de COVID-19 constatée ces derniers temps et le relâchement de l'observance des mesures barrières par la population qui facilite la propagation du virus, l'UNICEF appuie l'engagement des artistes pour susciter la mobilisation générale de toutes les composantes des populations notamment des jeunes et des leaders communautaires.

Pour favoriser la promotion de l'hygiène, des mesures de prévention individuelles et collectives et la protection des enfants, l'UNICEF a décidé d'appuyer les efforts de sensibilisation portés par les artistes en direction du grand public, des jeunes et des enfants à travers la musique.

C'est pourquoi, l'UNICEF salue l'engagement des artistes qui ont réalisé une chanson et un clip-vidéo de sensibilisation sur les gestes barrières surtout en milieu scolaire.

La musique a été conçue autour d'un rythme entraînant. Les paroles majoritairement en Wolof sont informatives, pédagogiques et faciles à retenir. Le clip a été tourné dans un collège de Grand Yoff et mobilise 3 artistes de renom : DIP, la star du hip-hop Galsen, OMG et Bas Thioung. Ces derniers deviennent instituteurs ou professeurs de sport dans le clip, ils dansent et chantent au milieu des enfants qui reprennent avec eux le refrain.



**Un seul objectif : favoriser un message de façon ludique et inciter plus que jamais à l'adoption des gestes barrières, seuls véritables remparts contre la**

**Covid-19**







## SANTÉ - RIPOSTE COVID-19

# Réintégration : Initiative conjointe UE-OIM en soutien à la lutte contre la COVID-19

**Dans le cadre de l'Initiative Conjointe UE-OIM pour la protection et la réintégration des migrants financée par l'Union européenne et mise en œuvre par l'OIM, des migrants des zones de Dalifort, Thiès, Mbour, Tambacounda, Kédougou, Kolda, Sédhiou, Kaolack, Kaffrine, Fatick, Diourbel ont été appuyés pour faciliter leur retour et leur réintégration :**

- 3090 migrants de retour ont reçu l'aide complémentaire en riposte à la pandémie de la COVID-19 pour l'année 2020, et 164 pour le mois de Janvier 2021

- 2579 migrants de retour réintégrés sur le plan économique pour l'année 2020, et 6 pour le mois de Janvier 2021. Tous ont reçu leurs packages de réintégration pour démarrer leur microbusiness.

Pour contribuer à mitiger l'impact de la COVID-19 sur les migrants de retour, l'OIM a également distribué des kits d'hygiène aux migrants de retour.

Ce projet est financé par l'Union Européenne et mis en œuvre par le Ministère des affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur par l'entremise de la Direction Générale d'Appui aux Sénégalais de l'Extérieur et le bureau pays de l'Organisation Internationale pour les Migrations au Sénégal.

### Protection : Assistance au retour volontaire

Depuis le mois d'août l'OIM a pu recommencer ses activités d'assistance au retour volontaire, ainsi une série de départs et retours ont pu être facilités à la suite de la réouverture des frontières par le gouvernement Sénégalais, après cinq mois de fermeture. Depuis la reprise des activités 110 migrants bloqués

au Sénégal ont été appuyés pour retourner dans leurs pays d'origine à travers l'Afrique de l'Ouest.

En parallèle, au total 147 migrants sénégalais ont été assistés au retour volontaire.

Les restrictions de mobilité telles que les fermetures de frontières mises en place pour limiter la propagation de la pandémie COVID-19 ont laissé des milliers de migrants bloqués aux frontières. Par conséquent un nombre croissant de migrants et de pays de la région ont demandé à l'OIM de les aider à organiser les opérations de retour dans les pays d'origine.

Ainsi ce 25 et 27 Janvier 2021, l'OIM en partenariat avec la DGASE et l'Union Européenne a accueilli 50 migrants Sénégalais retournés volontaires en provenance du Niger.

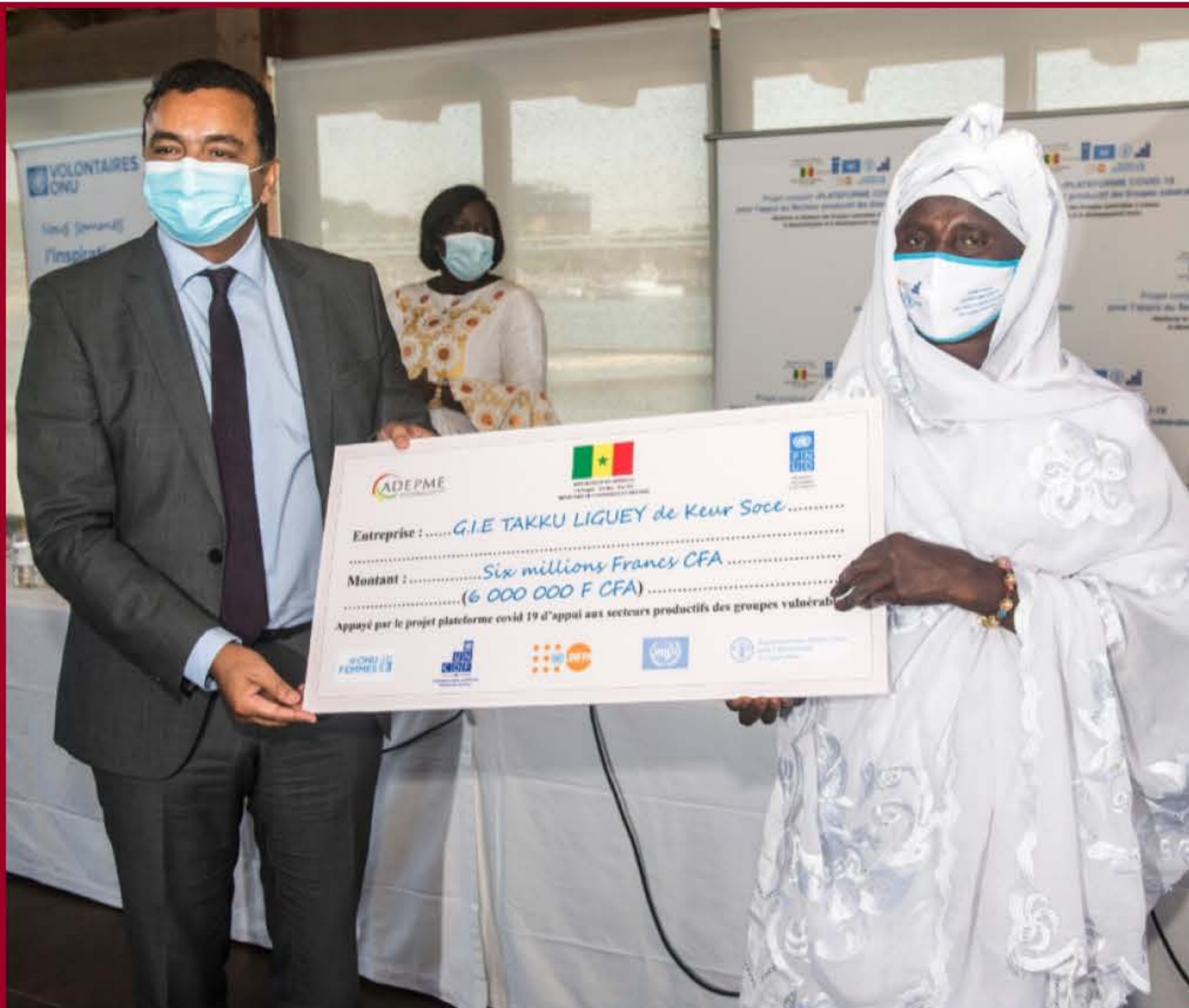
Ces mouvements ont pu ainsi se dérouler en application des protocoles sanitaires en vigueur des deux côtés. Cette action s'inscrit dans le cadre des fonds d'urgence COVID -19 sous le contrat régional de l'initiative conjointe UE-OIM.





# SANTÉ - RIPOSTE COVID-19

## Plateforme COVID-19 pour l'Appui au Secteur productif des groupes vulnérables



**Les 12 et 13 novembre 2020, à Dakar, le Projet Conjoint Plateforme COVID-19 pour l'Appui au Secteur productif des Groupes vulnérables a tenu une réunion de son Comité de pilotage, suivie d'un atelier sur les impacts de la COVID-19 sur le secteur productif des groupes vulnérables.**

Les deux rencontres étaient organisées sous la présidence du Ministère du Commerce et des PME, en présence du Directeur Général de l'ADEPME, du Représentant Résident Adjoint Programme du PNUD, des Préfets, des Maires des Communes d'intervention, des bénéficiaires du Projet, des membres du Comité de Pilotage et des représentants des Agences du Système des Nations Unies participant au projet.

L'objectif était de faire le point sur l'état de la mise en œuvre du Projet, de recueillir les points de vue et analyses des autorités administratives, des Maires et des bénéficiaires, mais aussi de partager les résultats issus de la consultation des jeunes et des femmes organisée du 20 au 22 octobre 2020 dans les 5 communes d'intervention et d'identifier les prochaines étapes. La rencontre a été marquée par plusieurs temps forts.

La cérémonie d'ouverture a donné l'occasion à toutes les parties prenantes de s'exprimer sur la mise en œuvre du projet, et de saluer tous ses aspects bénéfiques et premiers résultats, notamment :

- Son importance et sa pertinence au regard des conséquences de

la COVID-19 sur les PME dont le taux de productivité a fortement baissé ;

- La forte présence des femmes parmi les bénéficiaires ;
- La qualité du travail collaboratif qui a abouti aux résultats notés ;
- La démarche catalytique et l'approche territoriale s'appuyant sur des Collectivités Territoriales disposant de plans de riposte au niveau local intégrant la dimension économique et les secteurs productifs des groupes vulnérables, notamment des femmes et des jeunes ;
- La nécessité pour tous les acteurs de contribuer à la réalisation du bilan de la phase pilote du projet et le développement du programme pour un passage à l'échelle ;
- L'inscription de la territorialisation des politiques publiques au cœur de la démarche très inclusive et multi-acteurs ;
- La capacité à réagir en urgence, à expérimenter le modèle, à le fiabiliser et à le modéliser et l'évaluer ;
- La qualité des activités déroulées dans le cadre du projet notamment l'organisation de l'appel en candidature en ligne, les missions de visites de terrains, la sélection finale des bénéficiaires et les fora de consultation des jeunes dans les cinq communes. Sur ce point, les promoteurs sélectionnés ont été invités à tirer profit de cet encadrement qui leur a permis, pour certains, de se formaliser et de mieux structurer leur entreprise et les a exhortés à utiliser la subvention conformément au plan d'investissement validé.



### **Remise symbolique de Grants :**

Suite à la visite sur site des PME présélectionnées, une évaluation technique anonyme et impartiale des dossiers (évaluateurs du PNUD, de l'ADEPME et de l'UNCDF) suivie d'une évaluation financière a permis de stabiliser les montants des subventions. La remise symbolique des Grants aux 20 promoteurs pour un montant de 120 millions a donné l'occasion de projeter cinq vidéos (une par commune) de témoignages ciblés sur les impacts subits à cause de la COVID-19, les attentes par rapport à la subvention en termes de relance de leurs activités et les besoins en formation (renforcement de capacités).

### **Etudes et analyses sur l'impact de la COVID-19**

L'étude présentée par le Directeur Général de l'ADEPME a révélé que les PME constituent 99,8% des 408 000 unités économiques localisés, et également révélé :

- Une faible qualité de l'information produite par les PME/PME
- Une insuffisance dans la gestion et la gouvernance ;
- Un environnement juridique et judiciaire déficient ;
- Une absence de mécanisme de partage des risques ;
- Une insuffisance des ressources des établissements de crédit ;
- Des contraintes de la réglementation bancaire ;
- Une faible qualité de la demande de crédit provenant des PME/PMI.

Face à ces constats, il est important d'avoir une vision partagée pour accompagner la croissance des PME et des futurs champions à travers un engagement combiné et concerté de l'Etat, des Collectivités territoriales, des PME et des institutions financières.

Présentation des résultats du Forum sur l'impact de la COVID-19 sur les initiatives productives des Jeunes

Il ressort des consultations des jeunes, des femmes et des acteurs locaux et des stratégies de relances des économies locales que :

- Les populations sont conscientes de la nécessité de faire de l'épargne, de diversifier leurs activités leurs activités socioéconomiques ;
- Les communautés ont développé des stratégies de résilience face à la covid-19 ;
- Les mécanismes de solidarité et de bénévolat ont été mis à jour comme stratégie de réponse.

### **Les principales recommandations sont les suivantes :**

- Donner des formations qualifiantes aux jeunes et aux femmes ;
- Promouvoir l'entrepreneuriat notamment auprès des jeunes et des femmes ;
- Développer la connectivité dans toutes les régions afin de réduire les déséquilibres entre urbains et ruraux ;
- Mettre en place des guichets uniques en matière d'emploi et développer des incubateurs ;
- Favoriser la structuration des corps de métiers en organisations faitières au niveau des communes ;
- Associer les jeunes et les femmes à la formulation des politi-

tiques publiques locales ;

- Mettre à la disposition des promoteurs des crédits adaptés à la nature de leurs activités ;
- Encourager une meilleure implication des autorités administratives pour un meilleur suivi et une capitalisation des résultats ;
- Utiliser des outils adaptés pour la sélection des projets ;
- Promouvoir des compétences locales dans le suivi et l'accompagnement des promoteurs ;
- Développer l'intercommunalité au travers des avantages comparatifs des différentes communes ;
- Construire d'une stratégie à long terme ;
- Associer les chambres consulaires et les services techniques dans le processus afin qu'elles puissent jouer leur rôle d'impulseur du développement économique au niveau déconcentré.

### **Présentation de l'état d'avancement du projet**

L'état d'avancement de la mise en œuvre du Projet a été présenté par le Point Focal du Projet au niveau de l'ADEPME. Il a fait un rappel du processus et des étapes franchies depuis l'élaboration du document de projet, la signature du Prodoc, la tenue du Comité de Pilotage, le recrutement de VNU communautaire en appui à la mise en œuvre du Projet au niveau local et le processus qui a abouti à la sélection des bénéficiaires.

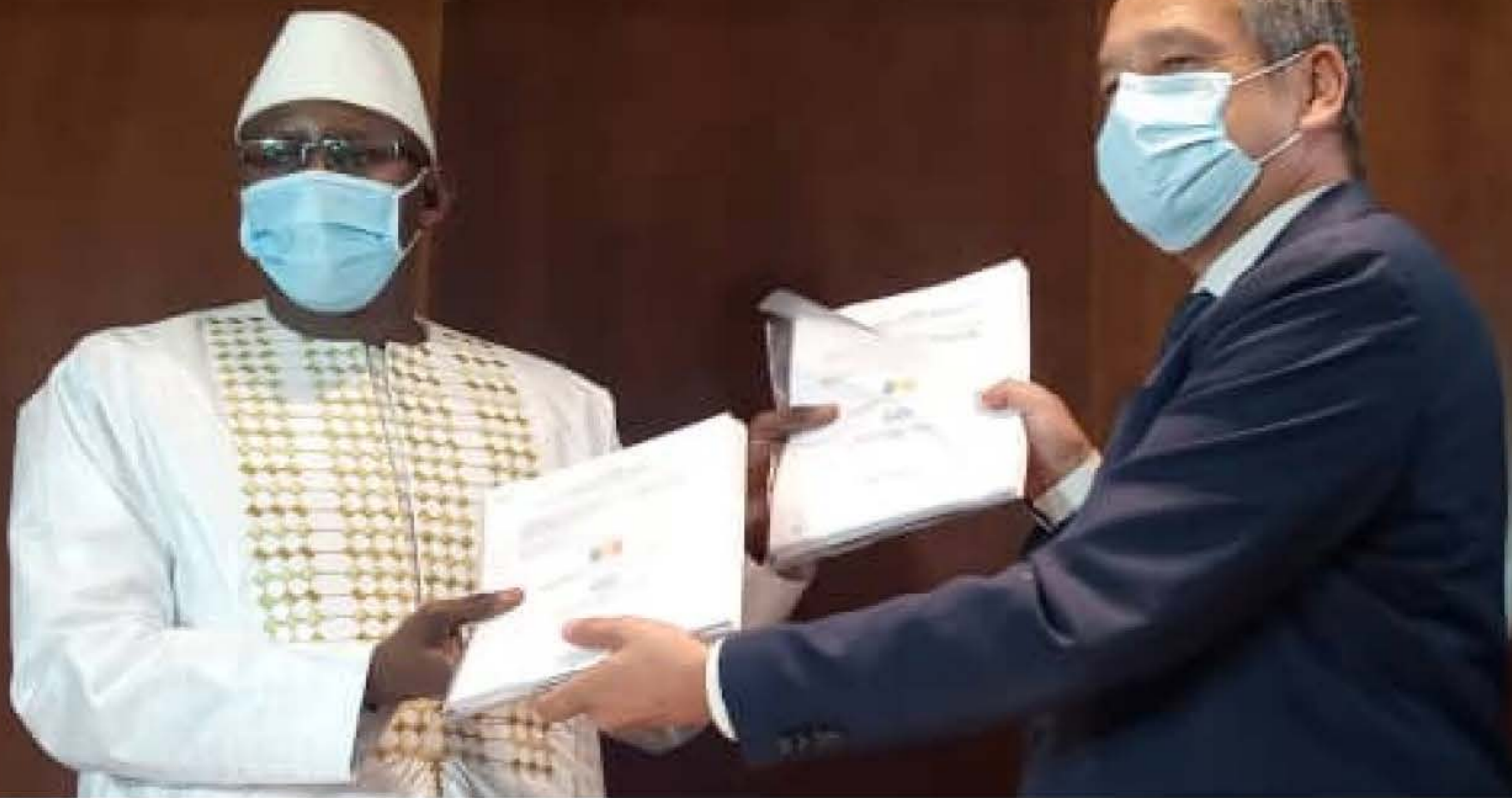
### **Prochaines étapes dans la mise en œuvre du Projet**

- Poursuite de l'accompagnement technique des entreprises ;
- Suivi de l'utilisation des subventions par les PME ;
- Formation des jeunes à l'engagement communautaire en partenariat avec la DJASE ;
- Vulgarisation des jeux sur la COVID-19 ;
- Poursuite de la distribution des produits de protection contre la COVID-19 ;
- Capitalisation de la phase pilote du projet ;
- Préparation de la mise à l'échelle.

### **Recommandations sur le suivi du processus d'utilisation de la subvention (contrôle des décaissements et des mécanismes de suivi au niveau de la banque) afin de s'assurer de la bonne destination de la somme mise à la disposition des promoteurs) :**

- Organiser de fréquentes missions de suivi sur le terrain ;
- Aider à la structuration des entreprises ;
- Associer les populations à l'identifications des priorités de développement au niveau local ;
- Favoriser l'intercommunalité ;
- Développer le réseautage ;
- Promouvoir l'entrepreneuriat et l'éducation financière ;
- Développer les chaînes de valeur au niveau des territoires ;
- Faire une Cartographie des structures d'accompagnement existantes au niveau national et local et les amener à mieux collaborer ;
- Inclure les structures déconcentrées et décentralisées dans les dispositifs d'accompagnement.





## SANTÉ - RIPOSTE COVID-19

# Le secteur industriel, un des secteurs clés de la relance socio-économique

**A l'instar des autres pays, y compris les plus industrialisés, la COVID-19 a porté à l'économie sénégalaise un coup rude, dont les conséquences se font ressentir dans tous les secteurs socio-économiques.**

Pour apporter des réponses efficaces, qui permettent une relance socio-économique rapide, le Gouvernement du Sénégal a mis en place le Plan de Relance Economique et du Plan d'Action Prioritaire Ajusté et Accéléré (PAP2A), dont le secteur industriel est un des éléments clés et pour lequel l'ONUDI est engagé dans la mise en œuvre.

L'ONUDI mobilise notamment les partenariats public-privés (partenaires au développement et secteur privé) pour répondre au défi de l'industrialisation inclusive et durable et à la nécessité de renforcer la souveraineté alimentaire, sanitaire et pharmaceutique du Sénégal, à travers l'établissement de zones économiques spéciales, de parcs industriels et d'agropoles intégrées et compétitives pour l'investissement et l'emploi.

Aussi, des réalisations ont été accomplies dans le cadre de la riposte à la COVID-19, à travers le projet « Investissements pour de Nouvelles Opportunités d'emploi » financé par le Gouvernement Allemand. Au nombre de ces dernières ont compte :

- Les études de référence pour l'établissement de rapport d'insertion (situation de référence) ;
- La mise en œuvre d'un programme d'urgence COVID-19 comprenant :
  - le renforcement de capacité pour la production locale de 2000 litres de gel hydro alcooliques par 13 Doctorants de l' Université

Assane SECK de Ziguinchor (UASZ) du département de chimie ; une production certifiée par le laboratoire de biologie de l'hôpital de la paix de Ziguinchor.

- L'appui à la fabrication de 27.000 masques, certifiés par l'Association Sénégalaise de Normalisation (ASN), par 44 entreprises d'artisans couturiers des 3 régions Ziguinchor, Kolda et Sédhiou.

- Appui à une start-up de 13 diplômés de l'Ecole Supérieure Polytechnique (ESP) de Dakar pour la fabrication de 100 machines de distribution automatique de gel.

- La dotation d'équipement au FABLAB de l'ESP (Imprimante 3D, machines de découpe au laser).

- Des équipements et un accompagnement de renforcement de capacité auprès de 15 entreprises de transformation agro-alimentaire (dotation d'équipements de matériels de travail et accompagnement qualité de 33 personnes / Process).

- La remise officielle de Kits sanitaires COVID-19 (gel, masques et machines de distribution aux 9 départements des 3 régions et aux trois mairies Bignona Oussouye et Ziguinchor).

- La mise en œuvre du programme d'appui aux 9 départements
  - Atelier de cadrage du programme d'appui.

- Démarrage de mise en place de la plateforme d'informatique et du système d'informations économiques et territoriale)

- La préparation des ateliers de formation en animation économique de 200 ressources humaines des 9 départements.

Pour rappel, dans le rapport du Secrétaire général de l'ONU intitulé « Responsabilité

partagée et solidarité mondiale : Gérer les retombées socioéconomiques de la COVID-19 », paru le 31 mars 2020, les bases de l'élaboration de la réponse socioéconomique sont jetées. Il invite notamment à :

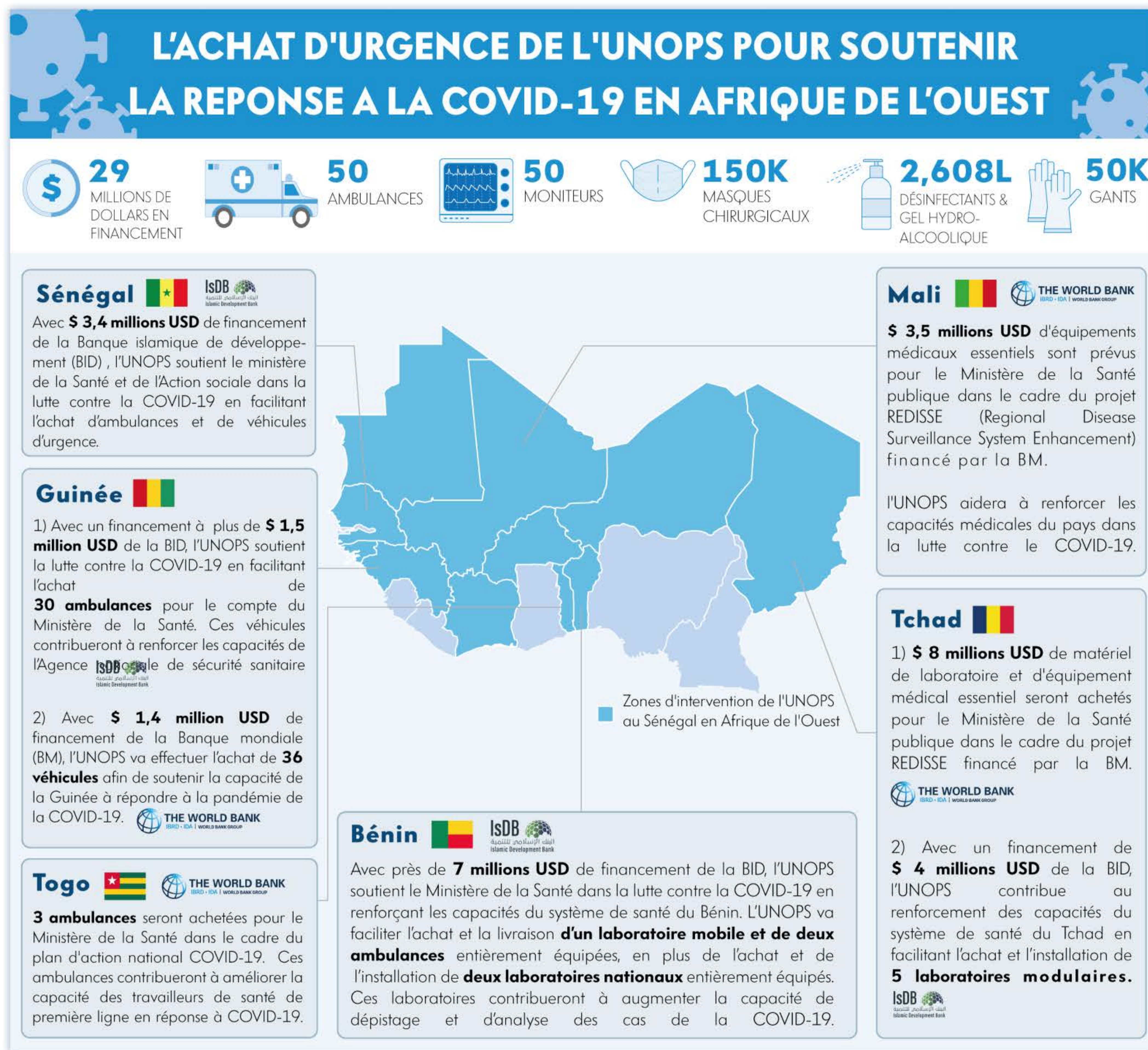
- i) faire cesser la transmission pour mettre un coup d'arrêt à la pandémie et sauver des vies ;
- ii) atténuer les effets de la pandémie sur les vies humaines, les moyens de subsistance et l'économie réelle ; et
- iii) reconstruire en mieux.

C'est précisément sur cette ligne que se situe l'appui de l'ONUDI au Gouvernement du Sénégal, afin que la relance socio-économique soit très rapidement une réalité et que personne ne soit laissé pour compte.



# SANTÉ - RIPOSTE COVID-19

## Le renforcement de la capacité de transport des médecins et des patients est essentiel dans la lutte contre la deuxième vague de COVID-19 au Sénégal



**Les services d'ambulance ont apporté une contribution importante à la réponse sanitaire lors de la pandémie de COVID-19 au Sénégal. Cependant, face à une seconde vague de la COVID-19 plus virulente, la nécessité d'ambulances et de véhicules additionnels pour le transport du personnel et des malades a été identifiée comme une priorité par l'Etat du Sénégal.**

Afin de soutenir une gestion efficace de la deuxième vague de COVID-19 et dans le cadre du Plan National de Riposte contre la COVID-19 de l'Etat du Sénégal, le Ministère de la Santé et de l'Action Sociale (ci-après MSAS) et le Bureau des Nations Unies pour les Services d'Appui aux Projets (ci-après UNOPS) ont si-

gné le 18 janvier 2021 un projet d'une valeur de 3 372 247 USD, financé par la Banque Islamique de Développement.

Dans le cadre de ce projet, l'UNOPS assure l'achat et la livraison de 95 motos, 55 véhicules d'urgence ainsi que 13 ambulances médicalisées, au profit du MSAS. Ce projet renforcera la capacité nationale de transfert et de transport des patients à travers le pays et contribuera à accroître la capacité du système de santé du Sénégal à long-terme. Le Bureau multi-pays de l'UNOPS basé au Sénégal continuera à soutenir les Gouvernements de l'Afrique de l'Ouest, ainsi que les différents partenaires intervenant dans la région, afin de répondre aux besoins immédiats et aux effets à long terme de la pandémie de COVID-19.



## SANTÉ - RIPOSTE COVID-19

# Entretien avec Mme Amata Sangho Diabaté, Représentant Résident du PNUD au Sénégal



**A l'instar des Agences sœurs du système des Nations Unies au Sénégal, le PNUD s'est engagé dès le début de la pandémie aux côtés du Gouvernement. A ce propos, nous nous sommes entretenus avec Mme Amata Sangho Diabaté, Représentante Résident du PNUD au Sénégal.**

**Dans le cadre de la gestion de la COVID-19, quel est le rôle du PNUD dans la réponse apportée à la pandémie aux pays par le Système des Nations Unies ?**

Tout d'abord, permettez-moi de féliciter le Gouvernement du Sénégal pour sa gestion efficace de la crise COVID-19 depuis l'apparition du premier cas au mois de mars 2020. Le Sénégal compte aujourd'hui plus de 30376 cas confirmés positifs, et je loue les efforts entrepris par les Autorités du pays pour vaincre la pandémie, notamment la mise en place très tôt d'un dispositif efficace de prévention, de suivi et de riposte.

Dans le cadre de sa mission d'éradiquer la pauvreté, de réduire les inégalités et de renforcer la résilience aux crises et aux chocs à l'échelle mondiale, le PNUD a aidé, dans tous les pays, à réagir d'urgence et efficacement à la COVID-19 et à adopter une gestion de crise inclusive et intégrée. A cette fin, l'organisation s'est appuyée sur les leçons apprises d'autres épidémies telles qu'Ebola, le SRAS, la tuberculose et le paludisme, ainsi que sur notre longue histoire de collaboration avec le secteur privé et public, pour aider les gouvernements à maintenir les fonctions essentielles et planifier leur riposte, la coordonner, la financer et communiquer les mesures prises au public.

Le PNUD au Sénégal a donc fortement contribué au partena-

riat fructueux entre le Sénégal et le Système des Nations Unies dans le cadre de la réponse nationale à la pandémie, avec un appui global de plus d'1 milliard de FCFA, réparti sur plusieurs axes d'intervention, notamment sur la formulation du plan cadre de la réponse socio-économique, la sensibilisation des populations, le renforcement du système de santé, le maintien du fonctionnement de l'Administration centrale et le renforcement de la résilience des très petites et moyennes entreprises face à l'impact de la pandémie. Cet appui a pu être fourni grâce à un effort de reprogrammation des activités du Bureau Pays du PNUD, en parfaite coordination avec les autres Agences des Nations Unies et les Partenaires de développement.

**Quelles ont été les premières actions prises par le PNUD dans le cadre de l'appui à la réponse nationale à la COVID-19 ?**

Dès l'apparition de la pandémie, nous avons adapté notre projet d'appui à la Stratégie numérique du Sénégal (SN2025), déjà en cours, afin de permettre la continuité du travail de l'Administration centrale par le télétravail surtout en cas de confinement, en mettant l'accent sur le personnel national et municipal essentiel au service des zones et des populations les plus vulnérables. C'est ainsi que nous avons pu apporter un important appui au Ministère de l'Economie Numérique qui équipe les structures institutionnelles en matériel informatique, en mettant à leur disposition 300 licences annuelles Zoom, 1000 boxes d'abonnement internet Orange, et un nombre important d'ordinateurs, d'une valeur totale de 125,800 USD.



Bien plus qu'une crise sanitaire, la COVID-19 est également une crise socioéconomique sans précédent, mettant sous pression les pays qu'elle touche, avec de profonds impacts sociaux, économiques et politiques à long terme. Dès l'apparition de la pandémie au Sénégal, l'appui du PNUD au Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération a permis de réaliser une première étude sur l'impact de la pandémie sur la situation macroéconomique du pays en général, de même que ses effets sur l'atteinte des Objectifs du Développement Durable (ODD). Cette première étude a aussi permis au PNUD de jouer un rôle déterminant dans la rédaction du document "Cadre des Nations Unies pour la réponse socio-économique immédiate à la COVID-19 : Contextualisation au Sénégal", auquel ont contribué l'ensemble des Agences du Système au Sénégal.

Nous apportons également un appui essentiel au Bureau Opérationnel de Suivi du PSE, dans le cadre de la structuration de l'industrie pharmaceutique. L'objectif est d'améliorer durablement l'approvisionnement en médicaments et produits essentiels au Sénégal, à travers l'installation d'unités de production de médicaments, et également, de définir les modalités pour accompagner l'Etat. Cet appui entre dans le cadre de la méthodologie « Big Fast Results » (BFR) et a consisté, dans un premier temps, à la mobilisation d'une expertise externe pour affiner la réflexion sur les contours des métiers de l'industrie pharmaceutique.

### **Quelle a été la contribution du PNUD au niveau du renforcement du système de santé ?**

Dans le cadre de l'appui au renforcement du système de santé, nous avons remis au Ministère de la Santé et de l'Action sociale un don important de matériel médical constitué, notamment de 75 appareils respirateurs artificiels (dont 25 mobiles) et une centaine de pulsomètres, destinés à renforcer la prise en charge des cas graves dans les plateaux techniques et les centres de traitement des malades. Nous avons également fait don d'un lot important d'équipements de protection (des milliers de masques, gants, surblouses, tests de dépistage, lunettes). Cette commande de matériel médical, d'un montant de 1,4 millions USD, a été possible grâce à un effort de reprogrammation des activités de notre Bureau. Il faut également ajouter à cette contribution un lot important d'équipements de protection et autres équipements hospitaliers mis à la disposition des collectivités territoriales.

### **Quelles sont les collectivités territoriales bénéficiaires des équipements que vous venez de citer ?**

Nous avons accompagné le Gouvernement dans une approche territoriale de la gestion de la pandémie, au niveau de cinq (05) communes pilotes sur les 23 identifiées d'un commun accord avec le Ministère en charge des Collectivités territoriales. Ces communes pilotes sont celles de Ndiob, Ndiaffate, Bargny, Sandiara et Mont-Rolland. Ainsi, sur le plan opérationnel, nous avons mis à leur disposition, comme indiqué plus haut, des équipements de protection (5 000 masques, des milliers de gants, kits d'hygiène, thermo flashes, gels hydroalcooliques), 70 lits d'hôpitaux et 40 tables d'accouchement, d'une valeur totale de 233,000 USD. Sur le plan stratégique, nous avons appuyé l'élabo-

ration de plans de riposte communaux pour accompagner les Maires des cinq communes dans la sensibilisation, la promotion de l'engagement communautaire, ainsi que dans la conduite d'actions de riposte et de résilience. Nous avons accompagné les collectivités territoriales – et nous continuons à le faire – non seulement dans la réponse à la COVID-19, mais aussi et surtout dans la relance des économies locales, pour une décentralisation effective des politiques publiques, afin de soutenir l'Agenda 2030.

### **Dans le cadre de votre contribution globale, y-a-il des actions menées en synergie avec les autres agences ?**

Oui, tout à fait. Par exemple, Dans le cadre de l'appui aux PME, nous avons formulé le projet « Plateforme COVID-19 pour l'appui au secteur productif des groupes vulnérables », en partenariat avec

L'Agence de Développement et d'Encadrement des Petites et Moyennes Entreprises (ADEPME) mais aussi plusieurs agences sœurs des Nations dont l'ONUDI, la FAO, l'UNCDF, l'UNFPA, et ONUFEMMES. Ce vaste projet porte sur 3 ans et vise à promouvoir et à renforcer la résilience des Très Petites et Moyennes Entreprises (TPME) de femmes et de jeunes, afin de ne laisser personne pour compte, notamment les populations vulnérables et marginalisées. Le financement global du projet mobilisé s'élève à 1,8 millions USD, dont 1,1 millions USD déjà mobilisés et près de 651,341 USD déjà déboursés en 2020. Les activités de ce projet sont mises en synergie avec celles engagées dans les 05 communes pilotes, et 20 promoteurs ont déjà reçu des Grants d'un montant total de 221,879 USD pour démarrer les actions planifiées en vue du renforcement de la résilience de leur entreprise.

Nous contribuons également, à hauteur 105,000 USD, à l'élaboration de la Stratégie Nationale de Réduction des Risques et Catastrophes en cours de formulation, en collaboration avec le Gouvernement et les autres Agences du Système.

### **Quel sera votre message dans le cadre de la gestion de cette deuxième vague de la pandémie ?**

D'abord, nous réitérons aux Autorités du Sénégal notre soutien constant dans la riposte à la COVID-19 et dans les efforts continus pour l'atteinte des Objectifs pour le Développement Durable (ODD) à l'horizon 2030. Cela passe nécessairement par notre appui tout azimuts pour minimiser l'impact négatif à court, moyen et long terme de la pandémie.

En outre nous allons continuer à faire un fort plaidoyer auprès des Partenaires au développement pour le maintien de leur engagement dans le financement de la lutte contre la COVID-19 au Sénégal.

Enfin, nous invitons les populations à respecter scrupuleusement les consignes et recommandations du Gouvernement en matière de prévention contre la pandémie. Nous restons aux côtés du Gouvernement et des autorités décentralisées pour encore plus de sensibilisation.

L'engagement de tous reste la clé essentielle dans le dispositif qui permettra de vaincre cette pandémie, pour qu'avec les leçons apprises, la vie de nos paisibles populations redevienne comme avant, voire même, mieux qu'elle n'était, avant.





## Moytoun lene di tassarer xibaar youy beddi way tooki yi thie internet bi

Beurina gnouy diote message youy toumaal way tooki yi ak way daw laakou yi ni gnom gnoy walater domou jangoro ji thie biir rewmi.



Xibaar bi UNESCO moleneko baxee

## SANTÉ - RIPOSTE COVID-19

# L'UNESCO mobilisée sur l'information, la migration et la COVID-19

Dans le cadre du projet « **Autonomiser les jeunes en Afrique à travers les médias et la communication** », l'UNESCO s'est pleinement mobilisée à l'occasion de la **Journée internationale des Migrants célébrée le 18 décembre 2020, à travers une campagne digitale de sensibilisation en Afrique de l'Ouest et du Centre sur l'information, la migration et la COVID-19.**

Avec près de 6 millions de vues et 300.000 engagements, la campagne digitale de sensibilisation mise en œuvre par l'UNESCO en Afrique de l'Ouest et du Centre à l'occasion de la Journée internationale des migrants (18 décembre 2020), s'est révélée un succès.

Cette Journée internationale est présentée par les Nations Unies comme une opportunité de dissiper les préjugés sur les migrants et de sensibiliser l'opinion à leurs contributions dans les domaines économique, culturel et social, au profit tant de leur pays d'origine que de leur pays de destination. Elle est aussi une occasion de mieux informer les jeunes sur les risques qu'ils encourent sur les routes migratoires irrégulières.

Dans un entretien accordé à RFI Afrique et diffusé en langue mandingue dans l'émission « *Alors on dit quoi ?* », le Directeur du Bureau de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Ouest (Sahel), M. Dimitri SANGA, a rappelé que :

« *Le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières des Nations-Unies soutient les initiatives visant à doter les jeunes de l'information adéquate et suffisante pour leur permettre de prendre des décisions éclairées sur la migration. C'est d'ailleurs l'objectif principal du projet "Autonomiser les jeu-*

*nes en Afrique à travers les médias et la communication", que nous mettons en œuvre actuellement dans la région*» Dimitri Sanga, Directeur du bureau de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Ouest (Sahel).

En s'alignant aux principes d'égalité de protection de tous les droits fondamentaux des migrants, consacrés dans le Pacte mondial, l'UNESCO, à travers le projet « *Autonomiser les jeunes en Afrique à travers les médias et la communication* », a organisé au cours du mois de décembre 2020 une campagne digitale de sensibilisation sur l'information et la migration dans le contexte de la COVID-19 en Afrique de l'Ouest et du Centre.

La campagne, qui a été mise en œuvre dans les 8 pays ciblés du projet (Cameroun, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée-Conakry, Mali, Niger, Nigéria et Sénégal), avait pour but de sensibiliser – via les réseaux sociaux (Twitter, Facebook, YouTube et Instagram) et les médias locaux - les populations locales, notamment les jeu-





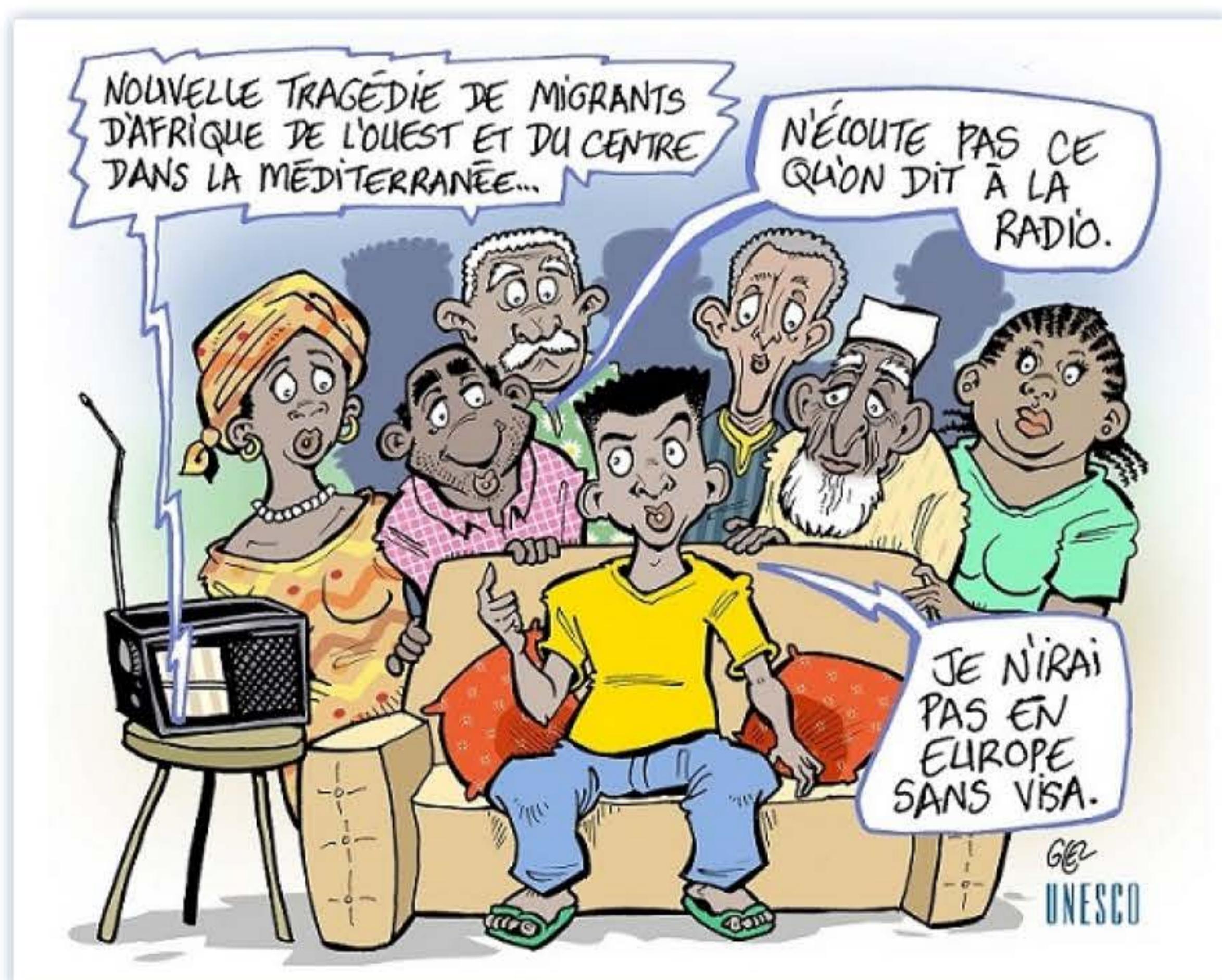
nes, sur la couverture de l'information sur la migration dans la sous-région, ainsi que sur les risques de stigmatisation dont sont victimes les migrants dans le contexte de la crise de la COVID-19.

Pendant deux semaines, ont été diffusés sur les réseaux sociaux des vidéos clips, des caricatures, des messages audio et visuels, partagés par ailleurs avec les médias locaux pour une large diffusion auprès des populations cibles.

Les supports de communication de cette campagne digitale ont été produits en français, anglais et 20 langues officielles nationales : Beti (Cameroun) ; Agni, Bété, Guéré, Baoulé (Cote d'Ivoire) ; Fanti, Asante (Ghana) ; Soussou, Malinké (Guinée-Conakry); Bambara, Peul, Songhay (Mali) ; Haoussa, Djerma (Niger) ; Igbo, Yorouba et Pidgin (Nigeria) ; Mandingue, Sérère et Wolof (Sénégal).

En deux semaines, la campagne a totalisé près de 6 millions de vues et 300.000 engagements sur les différentes plateformes digitales. Ont participé à cette campagne de sensibilisation le caricaturiste Damien Glez, auteur de 10 dessins illustrant différents aspects de la couverture de l'information sur la migration (tels que la sécurité des journalistes, les écoles de journalisme ou les défis liés aux sources d'information), ainsi que des rappeurs et slameurs originaires du Sénégal et du Niger, dont Matador, Xuman, ISS, Mamy Victory, MC MO, Eve Crazy, Wizaby, Athless, Dev Voice et Soul MDM.

Les productions des clips vidéo ont fait suite à deux ateliers d'écriture organisés à Dakar et Niamey en octobre et novembre 2020, en collaboration avec l'association culturelle sénégalaise Africulturban et l'ONG nigérienne Global Actions Forum, afin d'associer des journalistes, des experts, des artistes et des migrants pour la production de vidéos artistiques sur le traitement de l'information en lien avec la thématique migratoire au Sénégal et au Niger.



La migration est une thématique particulièrement sensible au Sénégal et sur laquelle les rappeurs et slammeurs avec lesquels nous collaborons sont engagés depuis longtemps. Trop de jeunes sénégalais et sénégalaises continuent à vouloir quitter notre pays pour s'aventurer sur des routes migratoires très périlleuses vers l'Europe. Les médias, tout comme les artistes, peuvent jouer un rôle crucial d'une part en mieux informant ces jeunes à prendre conscience des dangers qu'ils courent dans l'océan et le désert, et d'autre part en luttant contre la désinformation qui encense le soi-disant « *eldorado européen* », et qui se propage dans les réseaux sociaux. Amadou Fall BA, chargé de projet à Africulturban.

Un avis partagé par Hamidou NABARA, Président de la Global Actions Forum et de l'ONG Jeunesse Migration Enfance Développement (JMED) : « *Au Niger les défis migratoires sont nombreux. Le seul moyen pour les jeunes de prendre des décisions éclairées sur les questions migratoires est d'accéder à une information juste et équilibrée, ce qui engage aussi bien les journalistes que les artistes* ».

Avec un peu plus de 210.000 vues comptabilisées sur la chaîne YouTube de l'UNESCO en un mois, la vidéo « *Prévenue* » de Xuman, Mamy Victory et ISS 814 a enregistré un très vif succès au Sénégal. « *Nous avons le pressentiment que cette chanson allait être bien accueillie par notre public, en large majorité composée de jeunes, mais nous ne pensions pas qu'elle allait devenir un hit et être autant partagée sur les réseaux sociaux* », confesse le rappeur Xuman.



Dans la journée du 18 décembre, le Bureau de l'UNESCO à Dakar a par ailleurs organisé un Facebook live modéré par les influenceuses Ninou et Paula Audrey pour échanger avec les jeunes de la sous-région sur les thèmes de la campagne.

Le projet « *Autonomiser les jeunes en Afrique à travers les médias et la communication* », financé par le Ministère italien des Affaires étrangères et de la Coopération Internationale (MAECI), via l'Agence italienne pour la Coopération au développement (AICS), a pour objectif de donner aux jeunes garçons et filles des pays ciblés les moyens de prendre des décisions éclairées sur les questions migratoires grâce à un meilleur accès à une information de qualité (ODD 16.10).



## SANTÉ - RIPOSTE COVID-19

# Un don d'une ambulance médicale d'une valeur de 25 millions de francs CFA au profit du District Sanitaire de Matam



**Le 28 Janvier 2021, le HCR a fait un don d'une ambulance médicale d'une valeur de 25 millions de francs CFA au profit du District Sanitaire de Matam. Cette action vise à contribuer aux efforts du Gouvernement en matière de santé. Le don complète une donation précédente du HCR en matériel et équipements sanitaires s'élevant à 18 millions de francs CFA dédiés à 8 structures médicales de la région de Matam.**

De plus, dans le cadre d'une initiative conjointe entre les agences des Nations-Unies : l'OIM, l'OMS et le HCR, le HCR a globalement contribué à hauteur de 82 millions de francs CFA. Cette initiative vise à renforcer la surveillance et le contrôle des frontières face à la COVID19, par l'appui en logistique, matériel et équipements sanitaires, et par la construction de quatre (4) sites d'isolement à Dagana, Matam, Kanel et Ziguinchor, ainsi que par le renforcement de la communi-

nication & sensibilisation sur la COVID19. Précédemment, le HCR a également aidé plus de 650 élèves réfugiés, dans les départements de Dagana, Podor, Matam, Kanel et Bakel en leur fournissant des manuels et du maté-

riel didactique numérique. Cette aide intervient dans le cadre d'un projet conjoint du HCR, de l'UNICEF, de l'ITU, de l'ONUFEMME et de l'UNESCO pour la continuité de l'éducation face à la Covid19.







## SANTÉ - RIPOSTE COVID-19

# UNICEF Sénégal et la Fondation Mastercard s'associent dans la riposte à la pandémie

**La Fondation Mastercard et le Fonds des Nations-Unies pour l'enfance (UNICEF) joignent leurs forces pour appuyer le gouvernement dans la réponse à la pandémie de la COVID-19 et mieux en tenir compte les besoins des enfants et des jeunes au Sénégal.**

Un partenariat fort a permis de mobiliser un montant de 5 millions de USD qui contribuera à la mise en œuvre des interventions dans les domaines suivants :

Appuyer une réponse médicale inclusive à la Covid-19 par la mise à disposition de matériel médical et la formation du personnel de santé pour favoriser l'accès aux services vitaux. Cela comprend les équipements pour le traitement des cas de COVID-19 notamment les respirateurs, les ventilateurs et les concentrateurs d'oxygène, ainsi que les équipements de protection individuelle pour assurer la sécurité des agents de santé et des patients.

Soutenir et renforcer la prévention et le contrôle des infections et la participation des jeunes par un soutien du personnel de santé, du personnel d'hygiène et des jeunes volontaires pour prévenir et contrôler la transmission de la COVID-19 en veillant à la mise en place des mesures de préparation aux épidémies et des capacités de mise en œuvre diligentes des mesures de contrôle. Ce programme assurera également la production et l'installations de dispositifs de lavage des mains confectionnés par les jeunes afin de promouvoir le lavage des mains et l'assainissement de l'environnement comme

première l'assainissement de l'environnement comme première mesure de prévention et de contrôle des infections.

L'enseignement à distance par des solutions d'apprentissage en ligne, grâce à un appui technique au ministère de l'Education pour l'élaboration d'une stratégie nationale d'apprentissage en ligne, ainsi que le déploiement d'un programme national d'apprentissage par la radio pour garantir la continuité pédagogique et étendre les opportunités pour tous les apprenants dans le contexte de la réponse COVID.

La représentante de l'UNICEF au Sénégal, Silvia Danailov, a déclaré : «*la pandémie de COVID-19 a eu un impact sur le bien-être, la santé, l'éducation et la protection des enfants. Quelque 3,5 millions d'enfants et d'adolescents ont été touchés par les fermetures d'écoles, qui a affecté de manière disproportionnée les filles et exacerbé les inégalités entre les sexes. Une réponse multisectorielle est nécessaire si nous voulons minimiser l'impact à long terme sur les enfants les plus vulnérables*».

Elle a aussi ajouté, «*ce nouveau partenariat de la Fondation Mastercard et de l'UNICEF permettra d'appuyer les efforts du gouvernement non seulement pour soutenir la prévention et la réponse médicale à la COVID-19, mais également pour garantir des solutions innovantes et émergentes d'apprentissage en ligne à court terme et renforcer le système éducatif à plus long terme pour que chaque enfant ait accès à un apprentissage de qualité*».

Diaka Diallo Sall, chef du bureau de pays par intérim, à la Fondation Mastercard Sénégal a déclaré : «*Un important travail a été fait pour lutter contre la pandémie et ses effets au Sénégal. La Fondation s'est engagée à saisir l'opportunité et à travailler en collaboration dans tous les secteurs pour contenir la maladie, atténuer ses effets sur les enfants et les jeunes et jeter les bases d'un avenir plus fort et plus inclusif*».



## La FAO et l'USAID appuient le dispositif national de contrôle de l'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) H5N1 au Sénégal



Dans le cadre du Programme de sécurité sanitaire mondiale (GHSA), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID) au Sénégal ont procédé à la remise officielle d'une dotation de matériel de prélèvement, d'équipements de protection individuelle, des réactifs et consommables de laboratoire (poudre désinfectante de haut niveau, rubans indicateurs stériles et flacons cryogéniques) à la Direction des services vétérinaires (DSV) et au Laboratoire national d'élevage et de recherches vétérinaires (LNERV), afin de poursuivre les investigations et la riposte face à la souche de l'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) H5N1.

Pour la première fois, le Sénégal a notifié, à l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), l'apparition de l'influenza aviaire hautement pathogène H5N1 qui est une zoonose majeure. Le virus a été détecté dans un élevage commercial de volaille situé à Pout dans la région de Thiès, à 60 km de Dakar. Cinquante-huit mille (58 000) pondeuses sur 100 000 ont été infectées et toutes sont mortes avec un taux de létalité de 100 pourcent). Les 42 000 autres ont été tuées, les œufs et les aliments détruits. Les ouvriers agricoles ont été testés et sont heureusement négatifs pour l'instant.

Cette souche d'influenza aviaire est l'une des plus dévastatrices



**La souche d'influenza aviaire, apparue au Sénégal pour la première fois, représente une menace pour la santé publique**



en raison des très lourdes pertes qu'elle induit souvent (comme l'illustre ce cas), de la menace qu'elle représente pour la santé publique (c'est une zoonose majeure), des restrictions qu'elle impose au commerce régional/international, ainsi que de la peur de consommer des produits avicoles et de l'impact terrible qu'elle a sur l'ensemble de la chaîne de valeur avicole.

Cette dotation s'inscrit dans le cadre du projet dénommé «Soutien au Programme de sécurité sanitaire mondiale (GHSA)» dans la lutte contre les zoonoses et le renforcement de la santé animale en Afrique, mis en œuvre par le Centre d'urgence pour la lutte contre les maladies animales transfrontières (ECTAD) de la FAO à travers le financement de l'USAID, qui s'est engagée à renforcer les capacités des services vétérinaires et à doter le Sénégal de laboratoires vétérinaires performants à la hauteur des défis qui l'attendent.

Le GHSA, à travers la plateforme nationale «Une Seule Santé», a pour but d'assurer un monde sécurisé contre les menaces de maladies infectieuses et d'élever le niveau de sécurité de la santé



afin d'en faire une priorité au niveau des gouvernements. À travers le GHSA, la FAO a soutenu un exercice conjoint de simulation sur le terrain afin d'améliorer la capacité du Sénégal et du Mali à prévenir les foyers d'influenza aviaire et à y répondre. L'exercice a été mené à la frontière avec le Mali en 2018 et a permis d'améliorer le contrôle des foyers d'IAHP dans les élevages de volailles, les basses-cours, les fermes avicoles et les marchés aux volailles dans les communes frontalières de Kidira (Sénégal) et Diboli (Mali). La FAO a aussi mis à jour neuf procédures opérationnelles standard sur l'IAHP suite à la révision du plan d'intervention d'urgence.

Dans son allocution, Le Ministre de l'Élevage et des Productions Animales, Aly Saleh Diop, a signalé que *«la haute portée sociale et économique de cet important appui ne fait l'ombre d'aucun doute, eu égard aux nombreuses populations qui tirent leurs revenus de cette activité et des investissements importants consentis par le secteur privé depuis 2005, année de fermeture de nos frontières, au nom du principe de précaution, pour se prémunir de cette redoutable maladie aux conséquences économiques et sanitaires désastreuses»*.

Le Représentant de la FAO au Sénégal, Bintia Stephen Tchicaya, a félicité le Gouvernement pour sa collaboration et ses efforts dans la lutte contre cette maladie et a réitéré l'engagement de l'Organisation à accompagner le Gouvernement dans la réponse aux menaces posées par les maladies zoonotiques émergentes en général. *«Ce lot de matériel qui sera mis à votre disposition ce matin fait suite à une première dotation de matériel de protection individuelle qui a eu lieu au mois de Septembre 2020»* a-t-elle souligné.

À son tour, le Représentant de l'USAID, Peter Tronchard, a

affirmé que *« la prévention, la détection et la réponse aux épidémies de maladies infectieuses telles que la grippe aviaire aujourd'hui sont une priorité que nous partageons tous. Ce don s'inscrit dans notre effort de partenariat multisectoriel pour faire avancer l'initiative du GHSA »*. Une préoccupation majeure concerne le risque de voir la maladie devenir endémique dans toute la région de nature à voir l'influenza aviaire profondément ancrée dans les systèmes de production et de commercialisation des volailles. C'est pourquoi FAO ECTAD au Sénégal a travaillé avec l'Interprofession avicole du Sénégal (IPAS) pour mieux prendre en charge le rapportage et mieux comprendre les symptômes de la maladie, savoir comment et à qui les signaler, et pour appliquer également les bonnes pratiques d'hygiène afin d'arrêter sa propagation.

Une collaboration stratégique avec les ministères concernés a permis d'élaborer des plans de surveillance multisectoriels de l'IAHP dans le cadre d'une approche *«Une Seule Santé»*. Dans ce contexte, la plateforme *«Une Seule Santé»* du Haut conseil national de la sécurité sanitaire mondiale, sous le leadership de son Secrétariat permanent, a réuni en urgence le groupe technique de travail sur les zoonoses afin de travailler sur un plan d'action budgétisé pour assurer une riposte prompte et appropriée ainsi que la coordination, le suivi et l'évaluation des opérations à tous les niveaux.

Grâce aux fonds alloués par l'USAID, cette action de FAO ECTAD, qui s'inscrit dans la mise en œuvre du GHSA, vise à renforcer les capacités des laboratoires nationaux dans la surveillance des maladies et contribuera certainement à lutter plus efficacement contre cette souche d'influenza aviaire hautement pathogène, une des six maladies zoonotiques prioritaires au Sénégal.





## Résilience des MPMEs au Sénégal en temps de COVID : trois moteurs d'innovation à la loupe !



**En pleine crise déclenchée par le COVID-19, UNCDF a lancé en Avril 2020, un appel à propositions : Solutions numériques innovantes pour la résilience des Micro Petites et Moyennes Entreprises (MPMEs) en Afrique de l'Ouest.**

L'objectif de l'appel à proposition était de collaborer avec les acteurs du secteur privé, à travers le potentiel des technologies numériques, pour aider les MPMEs à :

- i. Rationaliser leurs canaux de distribution existants ;
- ii. Optimiser leur gestion des stocks ;
- iii. Créer des canaux de distribution en ligne et à domicile ;
- iv. Intégrer les paiements numériques ;
- v. Tirer profit d'autres solutions et applications numériques pour une meilleure efficacité et génération de revenus.

A la suite d'une sélection très compétitive, six solutions innovantes ont été retenues dont trois au Sénégal : « *Club Tioassane* », « *Jalô* » et « *Baobab+* ».

### 1. Le Club Tioassane - Sénégal

Club Kossam qui sera bientôt Club Tioassane est un site de vente en ligne des produits agricoles basé au Sénégal. Il permet aux habitants de Dakar de se faire livrer leurs courses chaque semaine. En quelques clics, les clients peuvent accéder à plus de 180 produits proposés par une cinquantaine de PME sénégalaises, tous disponibles sur une seule plateforme web: [www.clubkossam.sn](http://www.clubkossam.sn). Simplifier les chaînes de valeur agricoles et alimentaires pour permettre à leurs fournisseurs et clients de vivre mieux est la vision principale du club. Son objectif est d'atténuer l'impact économique de COVID sur les producteurs en augmentant les ventes de leurs producteurs et en ajoutant de

nouveaux. Cela permettra d'avoir un impact positif sur un plus grand nombre de MPME et de diversifier l'offre pour les clients finaux. UNCDF accompagne Club Tioassane afin d'élargir l'offre en nouant des partenariats avec des nouveaux producteurs pour atteindre 100 fournisseurs à la fin du projet.

### 2. JALÔ - Sénégal

Une autre entreprise sénégalaise JALÔ permet aux MPMEs et notamment les boutiquiers de quartier de maintenir leur activité et de conserver la relation avec leurs clients. Concrètement, cela se fait via une plateforme web et mobile intégrant des services de paiement instantané et de suivi logistique. Les commerçants ont accès à une boutique en ligne pour vendre leurs produits, peuvent suivre leurs ventes et interagir avec leurs clients. Ces derniers peuvent procéder à un paiement mobile, recevoir des notifications (sms, mobile et e-mail) et se faire livrer leurs produits dans les 48 heures.

### 3. Baobab+ Sénégal

Baobab+ est une entreprise sociale qui opère dans les domaines de l'accès à l'énergie par le biais de produits numériques innovants avec des solutions de financement (Pay-As-You-Go ou Top-up) au Sénégal, au Mali, à Madagascar et en Côte d'Ivoire. Elle s'appuie sur 2 principaux réseaux de distribution : le réseau Pay-As-You-Go (PAYG) et son réseau partenaire de l'institution de microfinance Baobab. Baobab+ propose d'équiper les petits détaillants d'une solution de caisse numérique visuelle et simplifiée, leur permettant d'enregistrer leurs ventes, de gérer leur stock et de suivre leurs marges, afin d'optimiser la performance de leur activité. Cette solution numérique clé en main permet également aux détaillants de mettre en ligne leur catalogue de produits en quelques clics sur une plateforme de commerce électronique. Ce mode de consommation est parfaitement adapté aux mesures de distanciation sociale et permet aux détaillants de maintenir leur activité pendant la crise COVID et la période post-crise.

### Impact attendu ?

Les trois entreprises sénégalaises avec les trois autres du Bénin et du Ghana vont avoir une influence directe sur plus de 6 000 Micro Petites et Moyennes Entreprises et indirecte sur plus de 193 000 clients. Selon la Coordonnatrice Régionale Inclusion Financière et Numérique de UNCDF, Sabine Mensah, la stratégie digitale de UNCDF est de ne laisser personne de côté à l'ère du numérique, les MPMEs aussi.





## SANTÉ - RIPOSTE COVID-19 **UNCDF en appui aux agences de l'Etat pour la résilience des PME face aux impacts économiques de la crise sanitaire COVID-19 au Sénégal**

**En soutien au 3ème pilier du Plan national de riposte de l'Etat du Sénégal visant à assurer la stabilité macroéconomique et financière pour le soutien au secteur privé et le maintien des emplois, UNCDF en collaboration avec le PNUD a contribué aux lancements de deux initiatives visant à soutenir les PME sénégalaises pour leur contribution au développement économique local. Cet appui est déterminant pour le maintien de la stabilité macroéconomique du pays : les PME représentent 99% des entreprises du pays, et leurs activités sont davantage exposées au COVID 19 par la nature de leurs activités (commerce, pêche, artisanat, transformations de produits et commercialisation au niveau des marchés hebdomadaires, vente à la sauvette dans les grands centres urbains entre autres).**

Dans ce contexte, le WE! Fund a été mis en place par UNCDF - avec son mandat financier - conjointement avec le FONSI (Fonds Souverain d'Investissements Stratégiques du Sénégal), et vise à lever les obstacles à la contribution inclusive des femmes à l'économie locale. Dès 2019, UNCDF et le FONSI ont travaillé conjointement sur la structuration, la création et la gestion d'un fonds d'investissement en capital appelé « Fonds d'autonomisation économique des femmes » : le WE! Fund, capitalisé à un (1) milliard de FCFA. Cette société à responsabilité limitée se consacre à l'investissement dans les PME et les PPPs, en particulier municipaux, possédant un impact transformateur sur les moyens de subsistance et l'autonomisation économique des femmes en fournissant des capitaux propres et des prêts subordonnés. L'analyse d'impact

menée par UNCDF se base sur l'utilisation du Women's Economic Empowerment Index (WEE Index). Cet outil permet de quantifier l'impact sur le genre du projet et d'adapter l'accompagnement dont bénéficiera le projet. En 2020, cinq (5) projets ont été identifiés et ont bénéficié d'un accompagnement.

Face à la crise COVID-19, l'équipe du WE! Fund a décidé d'élargir les critères de sélection des projets pour pouvoir atteindre un plus grand nombre de PME participant à l'autonomisation économique des femmes à travers le pays (taux de rentabilité minimum, géographie etc). En 2021, les financements des projets seront approuvés, et la phase de seconde levée de fonds sera lancée. Elle permettra de mettre à échelle le WE! Fund et d'impacter un maximum de PME et PPPs portés par des Municipalités participant à l'autonomisation économique des femmes à travers le pays.

Toujours dans cette logique d'impulser le développement économique local et de lutter contre les impacts négatifs de la pandémie COVID-19 sur la stabilité économique, la Plateforme COVID-19 visant à renforcer la résilience des groupes vulnérables a été mise en place. Son objectif est d'appuyer, en partenariat avec l'Agence de Développement et d'Encadrement des Petites et Moyennes Entreprises (ADEPME), les PMES au niveau des cinq (5) communes dans un premier temps, et progressivement à l'échelle nationale. En ligne avec son mandat, UNCDF a permis la mise en place d'un mécanisme appuyant 20 PME informelles, dans les communes de Bargny, Mont-Rolland, Ndiob, Ndiaffate et Sandiara. Cet appui s'est matérialisé par la sélection et la formalisation (enregistrement au registre du commerce, ouverture d'un compte bancaire) des PME ayant un fort impact sur le développement local, en particulier sur l'autonomisation économique des femmes et des jeunes. À la suite de cet appui, UNCDF a transféré des micro-subventions à ces entreprises, pour un montant total de plus de 222 000 USD visant à financer leur projet de renforcement de leur soutenabilité et ainsi impacter sur le développement économique local de leur commune dans un contexte de COVID-19.

Ces deux initiatives puisent leur réussite dans la concertation permanente entre le PNUD, UNCDF et les agences de l'Etat (respectivement le FONSI et l'ADEPME), ainsi que dans la valorisation respective des mandats des institutions onusiennes et étatiques.

En 2021, le défi réside dans le suivi et la mise à échelle de ces initiatives de WE! Fund et de Plateforme COVID-19 sur l'ensemble du territoire sénégalais, tout en s'assurant que les ressources soient utilisées de manière efficiente et que les activités prévues soient réalisées efficacement, afin de créer les conditions favorables pour la résilience et le développement des PME au Sénégal, et ainsi créer une impulsion durable au niveau de l'économie locale dans son ensemble.



## Dans l'appui à la riposte nationale contre la COVID-19, l'UNFA continue de jouer sa partition

A presque une année de l'apparition de la COVID-19 dans le pays, le Gouvernement du Sénégal, appuyé par les partenaires au développement, continue de déployer d'impressionnants moyens pour contenir et vaincre la pandémie. A l'instar des autres Agences du système des Nations Unies au Sénégal, le Fonds des Nations Unies pour la population s'est engagé dès le début de la pandémie, pour appuyer les efforts du Gouvernement.



### Violence faite aux femmes : lutter contre l'autre pandémie

Dès le début du mois d'avril, le secrétaire Général de l'ONU, Antonio Guterres avait lancé un appel, pour que ces violences cessent, notamment en déclarant :



**J'ai demandé qu'il soit mis fin à la violence.**

**Partout. Maintenant. Mais la violence ne se**

**cantonne pas aux champs de bataille. En fait,**

**de nombreuses femmes et filles se**

**retrouvent particulièrement exposées à la**

**violence précisément là où elles devraient en**

**être protégées. Chez elles.**



Malheureusement, les violences faites aux femmes ont continué d'être exacerbées durant la pandémie de COVID-19.

L'UNFPA a accompagné les jeunes pour une continuité des services de prévention sur les violences basées sur le genre (VBG), y compris les mutilations génitales féminines (MGF) dans le contexte de la COVID 19, à travers la réalisation d'une campagne digitale ; une initiative innovante qui a touché 1 822 836 personnes.

La campagne a permis d'accroître la sensibilisation sur les violences faites aux femmes, d'interpeller les autorités par rapport à l'application de la loi les réprimant, et de jouer au sein de leurs communautés un rôle de veille et d'alerte. Face aux risques d'exacerbation des violences basées sur le genre et des mutilations génitales féminines, 144 « Cellules de dénonciation et de veille » sur les VBG et les MGF ont été mises sur pied par les clubs de jeunes filles. Des témoignages poignants de victimes ont été diffusés à travers cette campagne.

La campagne a été également couplée à des activités de proximité sur le terrain qui ont permis de mobiliser et d'impliquer les jeunes, des décideurs notamment les parlementaires, des élus locaux, des acteurs communautaires et des religieux dans la lutte contre la COVID19.

De plus, à travers l'initiative du « *New Deal* », les activités de clubs de jeunes filles ont permis de renforcer le leadership des adolescentes et jeunes filles dans la lutte contre les grossesses précoces, les mutilations génitales féminines, les mariages d'enfants, la promotion des relations de genre égalitaires au sein des communautés, la scolarisation des jeunes filles et leur employabilité. Par exemple Mlle Awa Diassy, Responsable du club de jeune fille de Bouna Kane et Vice-Coordonnatrice départementale des clubs de jeunes, âgée de 24 ans a créé et anime un Blog à travers les réseaux sociaux dénommé « *Parlons-en sans tabou* » qui aborde en priorité les questions d'excision et de mariages d'enfants.

Ces clubs de jeunes filles ont également été à l'origine de la création du Mouvement 99-05 en référence à la loi 99-25 du 29 Janvier 1999, réprimant les mutilations génitales féminines.



**Cette initiative vise à interpeller les autorités judiciaires pour une application**

**effective de la loi.**



Ce mouvement a eu à mener plusieurs activités de sensibilisation pour l'abandon des MGF.



## Le partenariat, la clef du succès !

C'est ensemble que nous vaincrons la COVID-19 ! Ce slogan, proclamé un peu partout comme un mantra, sonne comme une évidence. L'UNFPA s'est très tôt inscrite dans cette approche, en engageant dès le début de la pandémie au Sénégal, le dialogue avec les partenaires d'exécution en vue d'une reprogrammation des ressources disponibles pour mieux riposter face à la COVID-19 et permettre la continuité des soins et services aux populations vulnérables. L'UNFPA a aussi engagé le plaidoyer auprès des bailleurs, notamment le Canada et le Luxembourg, en vue de mobiliser des ressources additionnelles. Ce qui a permis de renforcer les capacités des 10 régions médicales, ainsi que les ONG qui les accompagnent dans la mise en œuvre du programme.

Le budget exécuté pour l'année 2020 s'est élevé à 1 027 430 300 FCFA soit US\$ 1 729 681 dont 480 385 609 F CFA provenant du projet appuyé par le Canada et 299 062 219 F CFA du projet appuyé par le Luxembourg. Grâce à cet appui, les régions médicales ont pu achever la formation des prestataires et agents de santé communautaires. Certaines régions ont équipé les acteurs en matériels de prévention et de protection contre la pandémie.

Grâce à cet appui, les équipes médicales ont renforcé la surveillance des cas et l'équipement des centres de prise en charge. Cet appui a aussi permis de renforcer la résilience des communautés grâce à l'initiative panier de la ménagère qui a touché plus de 2 500 ménages vulnérables dans les 5 régions médicales du sud du Sénégal. ONU Femmes et FAO ont également soutenu l'initiative « panier de la ménagère ». L'UNFPA a également contribué à l'étude de l'impact socioéconomique de la COVID-19 sur le genre.



En complément aux efforts du Gouvernement et des autres partenaires, cet appui a permis de limiter la propagation du virus au sein de la communauté et faciliter la continuité des soins et services durant la pandémie. Ceci a été objectivé dans le rapport annuel à travers la comparaison avec les résultats obtenus en 2019 durant la même période.

## Le Projet FassE au cœur de la lutte contre la pandémie

Pour la réponse à la lutte contre le COVID-19 au niveau communautaire, UNFPA, dans le cadre du projet d'opérationnalisation du dividende dans la commune de Gueule Tapée Fass Colobane (GTFC), a élaboré et mis en œuvre un plan d'action local d'un montant de 111 287 000 Francs CFA dont 90 452 000 Fcfa pris en charge par UNFPA et 20 835 000 fcfa par ONUFEMMES. Ainsi en termes de résultats, la commune de GTFC a bénéficié d'un important lot d'équipements et de matériels de protection individuelle et collective (masques, dispositifs de lavages à mains, thermo flash, gels hydroalcooliques, gangs, savons, détergents, bacs à ordures) mais aussi de denrées alimentaires (riz, sucre, huile) pour renforcer les Points de Prestations Sanitaires dans la continuité des services SR et accompagner la résilience des familles vulnérables. Ainsi, 2354 ménages vulnérables ont bénéficié de l'initiative panier de solidarité ; 30 000 masques ont été distribués aux populations ; 150 dispositifs de lavage à mains ont été installés dans des endroits stratégiques de la commune ; 4971 jeunes dont 2804 filles et 2167 garçons ont été formés sur la continuité des services de Santé de la Reproduction des Adolescents et Jeunes (SRAJ) avec 120 filles ayant bénéficié de Kits de serviettes hygiéniques.



En plus de ces divers appuis, un soutien a été également apporté pour la sensibilisation et la communication autour de la COVID-19 dans le but de renforcer l'engagement communautaire dans la prévention. A cet effet, 2400 ménages ont été sensibilisés sur les mesures barrières à travers des Visites à Domicile dont 4697 hommes et 6000 Femmes ; 6 caravanes sonores et 3 émissions radios communautaires ont été menées ; 10 Facebook live sur la sensibilisation et les mesures barrières ont été réalisés avec 102 324 vues à la date du 31 décembre 2020.





Les personnes handicapées font partie des groupes les plus vulnérables face à la crise sanitaire. Ne les oublions pas !



## ÉDUCATION

# Distribution de kits scolaires pour assurer la continuité pédagogique auprès des enfants réfugiés du Sénégal



**« Je suis très heureuse de recevoir ce kit scolaire. L'année dernière a été très perturbée, celle-ci aussi. Avec ce kit, je vais pouvoir apprendre à utiliser la tablette. C'est vraiment encourageant, et nous sommes tous très reconnaissants », a déclaré, heureuse, la jeune Khadidiatou, en recevant l'un des 700 kits scolaires composés de cahiers, d'une tablette, d'un dispositif de connexion et d'une clef USB dans laquelle se trouve des cours de la 6ème à la Terminale.**

Cet équipement, qui l'accompagnera tout au long de sa scolarité, sera également remis à 200 élèves réfugiés à Dakar, et à 500 autres habitants dans la vallée du fleuve Saint-Louis. Durement touchés par les fermetures d'école dues à la pandémie de la COVID-19, ces enfants reçoivent aujourd'hui un appui essentiel pour leur permettre d'apprendre aussi bien en présentiel qu'à distance, grâce au projet « Assurer la continuité des apprentissages des enfants et des adolescents les plus vulnérables au Sénégal » UNCovid 19 MPTF, mis en œuvre conjointement par l'UNESCO, l'UNHCR, l'UNICEF et l'ITU.

### Investir dans l'éducation numérique

Cette année 2020, marquée par la crise sanitaire, a mis à mal le système éducatif. Pour s'en relever et maintenir l'apprentissage des élèves, les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) se sont révélées être une alternative adéquate. Afin de ne laisser personne pour compte, l'accès à l'équipement et à la connectivité est indispensable, et particulièrement pour les enfants réfugiés, en situation de vulnérabilité.

Cet appui devra permettre aux enfants de suivre les cours même en étant à la maison, et nous osons croire que ce projet est en droite ligne avec la mise en œuvre de l'Objectif de Développement Durable (ODD) 4, qui vise à assurer l'accès de

tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et à promouvoir les possibilités d'apprentissage...

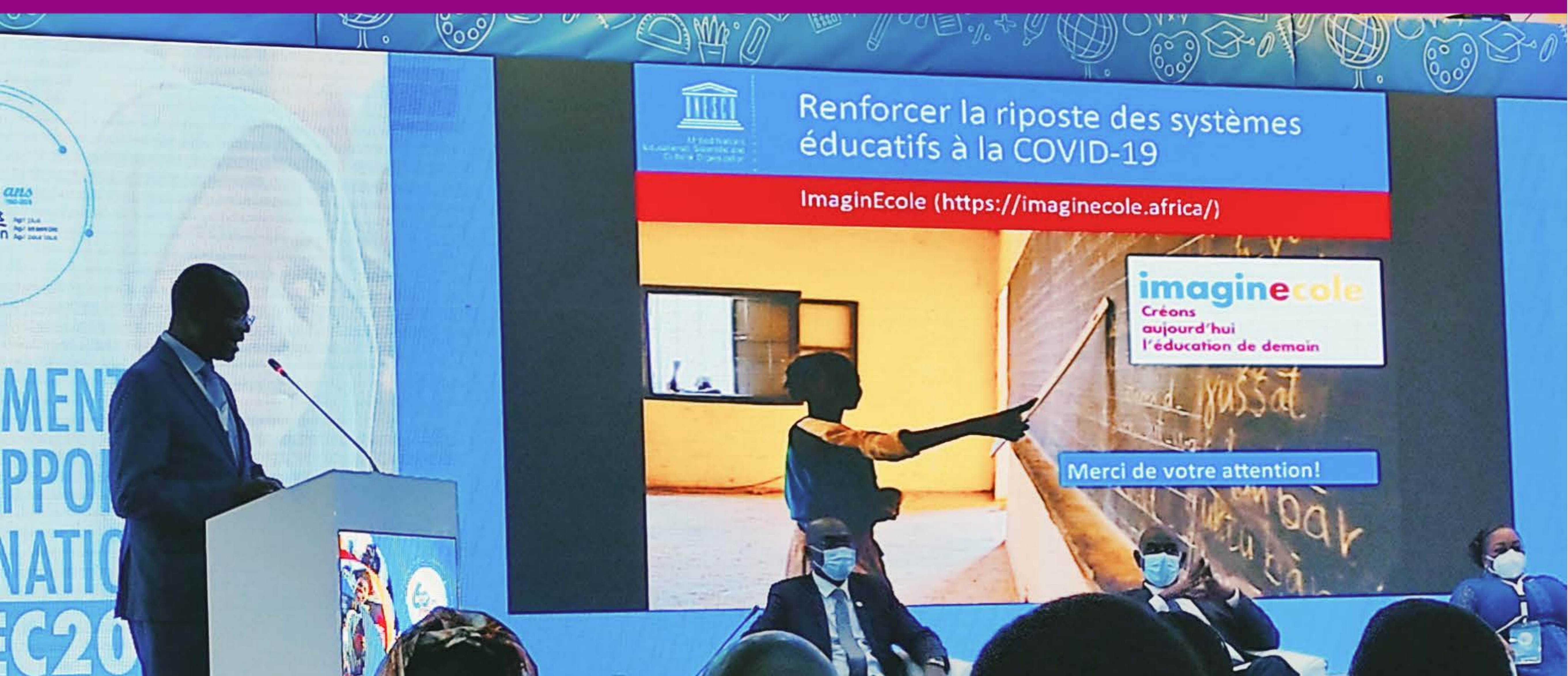
### Un travail conjoint mené dans une approche holistique et pérenne

Le projet « Assurer la continuité de l'apprentissage des enfants et des jeunes les plus vulnérables au Sénégal » a été mis en place pour faire face à l'urgence de la crise de la COVID-19, en mai 2020. Quatre agences sœurs des Nations Unies, l'UNESCO, l'UNHCR, l'UNICEF et l'ITU, ont appuyé le Ministère de l'Éducation nationale et celui en charge de la Formation professionnelle du Sénégal, pour assurer la continuité pédagogique pour tous.

Financé par le Fonds d'affectation spéciale multipartenaires de l'ONU pour la réponse et le redressement COVID-19 (UN COVID-19 MPTF), les activités du projet ont permis de multiplier les solutions d'apprentissage à distance en considérant les spécificités de chaque contexte, et ainsi d'atteindre le plus grand nombre d'élèves. Parmi celles-ci, la formation de 200 enseignants en techno pédagogie et la dotation au ministère en charge de la Formation professionnelle de trois laboratoires virtuels pour la conception de cours audiovisuels et digitaux, portées par l'UNESCO, ainsi que l'appui au ministère de l'Éducation nationale apporté par l'UNICEF, avec la signature de convention avec les radios communautaires, permettant de déployer les programmes d'enseignement à distance par la radio dans le cadre du dispositif « Apprendre à la maison ».

« **Avec la distribution de ces kits scolaires à destination des enfants réfugiés au Sénégal, les agences des Nations Unies UNHCR, UNICEF et ITU, sous la coordination de l'UNESCO, poursuivent ainsi leur mission de garantir le respect du droit à l'éducation pour tous les enfants au Sénégal.** »





## ÉDUCATION

# Imaginecole : une plateforme d'apprentissage pour l'Afrique francophone

**Dans le cadre de la Coalition mondiale pour l'éducation, l'UNESCO lance Imaginecole, une plateforme régionale d'apprentissage en ligne qui mettra à la disposition de 6,6 millions d'élèves francophone de l'Afrique de l'Ouest des ressources éducatives de qualité.**

Lancée le 21 décembre 2020 à Dakar, la plateforme vise à assurer la continuité pédagogique, mutualiser les ressources éducatives et renforcer les capacités des acteurs impliqués dans l'éducation à distance.

Elle vient ainsi renforcer la résilience des systèmes éducatifs face à la crise majeure provoquée par la COVID-19, et répond à une demande d'appui de la Conférence des ministres de l'éducation, des Etats et gouvernements de la Francophonie (CONFEMEN) lors de la réunion extraordinaire de son Bureau en avril dernier.

Développé dans un esprit de partenariat, Imaginecole est le résultat d'une coopération étroite avec la CONFEMEN, la Francophonie, le ministère français de l'éducation, de la jeunesse et des sports, et l'expertise de son opérateur Réseau Canopé, à travers le financement du Partenariat mondial pour l'éducation.

« *Aujourd'hui, nous savons que, même si les vaccins arrivent, la fin de la pandémie n'est pas pour tout de suite. Il est donc crucial d'appuyer et de développer les ressources de l'éducation à distance* » a déclaré la Directrice générale de l'UNESCO, Audrey Azoulay, à l'occasion du lancement de la plateforme.

« *D'abord parce que c'est une nécessité, au moment où les trois quarts des États d'Afrique sub-saharienne souhaitent maintenir*

*des modèles hybrides. Ensuite, parce que le numérique a un rôle essentiel à jouer pour rendre les apprentissages plus pertinents et plus inclusifs, même s'il n'est pas la réponse à tous les problèmes.* »

La plateforme dispose de plus de 600 objets d'apprentissage en français, tels que des vidéos éducatives, des conseils pédagogiques et des fiches d'exemples, pour une utilisation immédiate, et dans une logique de réponse d'urgence, y sont inclus dans le contexte de dispositifs hybrides entre éducation à distance et en classe.

Elle permettra aussi à des enseignants/concepteurs de créer des ressources éducatives directement en ligne et de les publier soit sur « *Imaginecole* » ou dans d'autres plateformes nationales, régionales ou internationales.

En proposant des ressources destinées à être aussi imprimées, la plateforme prend en compte la réalité de l'exclusion numérique : 8 élèves sur 10 en Afrique subsaharienne n'ont pas accès à internet.

Chacun des dix pays concernés (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée Conakry, Mali, Niger, Sénégal, Tchad et Togo) disposera d'un point d'entrée spécifique, où ils pourront ajouter leurs propres ressources pour composer leurs collections, afin de répondre aux contextes locaux. Réseau Canopé, opérateur du ministère français de l'éducation, de la jeunesse et des sports avec l'appui de l'entreprise Maskott membre de la Coalition Internationale pour l'Education et sa solution Tactileo, réalise les activités de renforcement des capacités et de coordination du développement de la plateforme.



## ÉDUCATION

# Modifier les approches éducatives afin de mobiliser les jeunes en faveur de l'État de droit via la télévision et le streaming



La scolarisation en 2020 a été marquée par des interruptions sans précédent de l'enseignement. La pandémie de COVID-19 a d'abord entraîné la fermeture d'écoles, puis des mesures de distanciation sociale, obligeant les systèmes éducatifs à s'adapter et à développer de nouvelles méthodes d'apprentissage. Ainsi, l'ONU DC s'est récemment associé avec Télé-Ecole, la première chaîne de télévision éducative du Sénégal, afin de répondre à ces nouveaux défis.

En diffusant des programmes éducatifs Télé-Ecole offre au corps enseignant et aux enfants des contenus touchant à diverses disciplines de manière à la fois amusante et informative. L'un de ces programmes est la série « Les Zorbs » de l'initiative Education pour la justice de l'ONU DC.

Ces dessins animés très populaires sont conçus pour promouvoir à l'école primaire des valeurs telles que l'accepta-

tion, l'empathie et le respect.

Les Zorbs abordent des sujets allant de la sécurité sur Internet et de la cybercriminalité aux stéréotypes sexistes, en passant par les droits de l'enfant et la protection de l'environnement. Cette collaboration avec Télé-Ecole marque une étape importante dans le cadre des efforts de l'ONU DC pour mobiliser et responsabiliser les jeunes afin de promouvoir l'État de droit dans le monde entier.





## Cyber Karangué, l'ONU DC s'engage avec le gouvernement du Senegal pour la sécurité numérique pendant la COVID-19.

L'outil numérique est devenu incontournable, favorisant ainsi la recrudescence des actes cybercriminels tels que la pédopornographie, la diffusion de fake news, les actes d'hameçonnage, le vol de données par le biais du télétravail ou encore les cyberattaques ciblant les systèmes sanitaires, et exposant de plus en plus les utilisateurs connectés en ligne.

En effet, l'une des conséquences de la pandémie de la Covid-19 est l'augmentation du nombre de personnes connectées sur Internet, entraînant de ce fait une hausse du nombre de crimes commis en ligne.

Ces infractions visent à la fois les individus, au travers de fraude en ligne ou encore d'extorsion et d'abus sexuel d'enfants (sextorsion), mais également les institutions, via l'utilisation de logiciels de rançons pouvant compromettre des infrastructures nationales critiques, ainsi que des services essentiels – y compris des structures hospitalières.

Selon Mr. Adjeoura Haikreo, Directeur général de 4Itsec-Africa (cabinet d'audit, conseils et formation en cybersécurité), le Sénégal est le cinquième pays africain le plus attaqué par les cybercriminels. Dans ce contexte, le Programme mondial sur la cybercriminalité de l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONU DC) a mené une série d'activités au Sénégal, afin de sensibiliser le public, et particulièrement les jeunes internautes, aux moyens d'éviter les cyber-attaques.



**Une population plus consciente des risques sur Internet est moins susceptible d'être victime de cybercriminels.**



**Webinaire et Facebook Live sur la prévention des sextorsions durant la crise de la COVID-19, Septembre 2020 :**

La sextorsion (délit consistant en l'extorsion, via internet, de faveurs sexuelles ou monétaires à des personnes dont on possède des images ou des vidéos compromettantes et que l'on fait chanter) est la principale cause des plaintes déposées auprès des unités de cybercriminalité de la police dans la plupart des pays d'Afrique de l'ouest. Les incidents de sextorsion sont particulièrement nombreux durant la crise de la covid-19.

L'ONU DC et le Centre International pour les Enfants Disparus et Exploités (ICMEC) ont donc organisé un événement en ligne, afin de protéger et de sensibiliser le public aux moyens d'éviter les sextorsions.

Près de 800 personnes ont écouté (767 sur Facebook et 30 sur Zoom) les conseils des deux panelistes, M. Papa Djibril Ngom, chef des services techniques de la Division spéciale de la cyber-sécurité au Sénégal, et Mme Gigi Scoles, conseillère juridique résidente du Ministère américain de la justice - Bureau des poursuites, du développement et de la formation.





### Lancement d'Octobre Cyber, octobre 2020 :

Chaque année, pendant tout le mois d'octobre, des activités ont lieu dans le monde entier pour promouvoir la sécurité numérique.

A cette occasion, l'ONU DC et le Ministère de l'Economie Numérique et des Télécommunications au Sénégal ont lancé une série de webinaires hebdomadaires animés par des experts et des jeunes actifs dans le domaine de la sensibilisation à la cybersécurité. Les thématiques couvertes, en lien avec la hausse de la cybercriminalité durant la crise de la covid-19 ont été :

- La cybersécurité des infrastructures critiques et des services essentiels face à la pandémie
- La protection de la vie privée sur Internet et bonnes pratiques sur la sécurité des enfants en ligne
- L'encouragement des femmes à faire carrière dans le domaine de la cybersécurité, de l'informatique et de la lutte contre la cybercriminalité.



**La cybercriminalité nous concerne tous, de la sécurité nationale à la sécurité des banques, des entreprises et des communautés locales.**

**Tous ces aspects aident les sociétés à se développer et à se protéger, et elles doivent toutes travailler ensemble pour lutter contre la cybercriminalité. Nous sommes impatients de continuer notre coopération et notre collaboration avec nos partenaires au Sénégal pour aider à lutter contre la cybercriminalité en Afrique de l'Ouest et pour plus de Cyber Karangé au Sénégal.**



**Une population plus consciente des risques sur Internet est moins susceptible d'être victime de cybercriminels. Nous saluons donc cette initiative de collaboration et affirmons notre engagement à soutenir le Gouvernement du Sénégal dans ce travail de sensibilisation pour protéger ses citoyens et l'aider dans sa lutte contre la cybercriminalité.**



### Campagne radio de sensibilisation à la cybercriminalité durant la crise de la covid-19, décembre 2020 :

Dans le but d'instaurer la confiance entre les forces de sécurité et la population sénégalaise, tout en véhiculant des informations importantes en matière de santé et de sécurité, l'ONU DC a développé des messages de sensibilisation diffusés dans le cadre d'une campagne radio.

Chaque message a été diffusé par l'Union des Radios Associatives et Communautaires du Sénégal (URAC) dans trois langues locales répandues (wolof, serere et puular) et dans des régions particulièrement touchées par la COVID-19 (Dakar, Thiès et Diourbel). Les auditeurs concernés ont pu profiter de messages de sensibilisation sur les « fake news », la protection des enfants sur internet ainsi que la circulation, en ligne, d'offre de produits de santé de qualité inférieure.

A l'aube de la seconde vague de propagation de la covid-19 au Sénégal, et grâce à l'important réseau de diffusion de l'URAC, 20 localités ont bénéficié de cette campagne du 30 novembre au 19 décembre : Grand Yoff, Thiaroye, Colobane, Rufisque, Scat Urbain Dakar, Joal, Ndayane, Ndiass, Fissel Mbadane, Ndiaganio, Mbour, Montrolland, Thiénaba, Thiès, Tivaouane, Ngoundiane, Mboro, Bambey, Touba Mosquée et Diourbel.





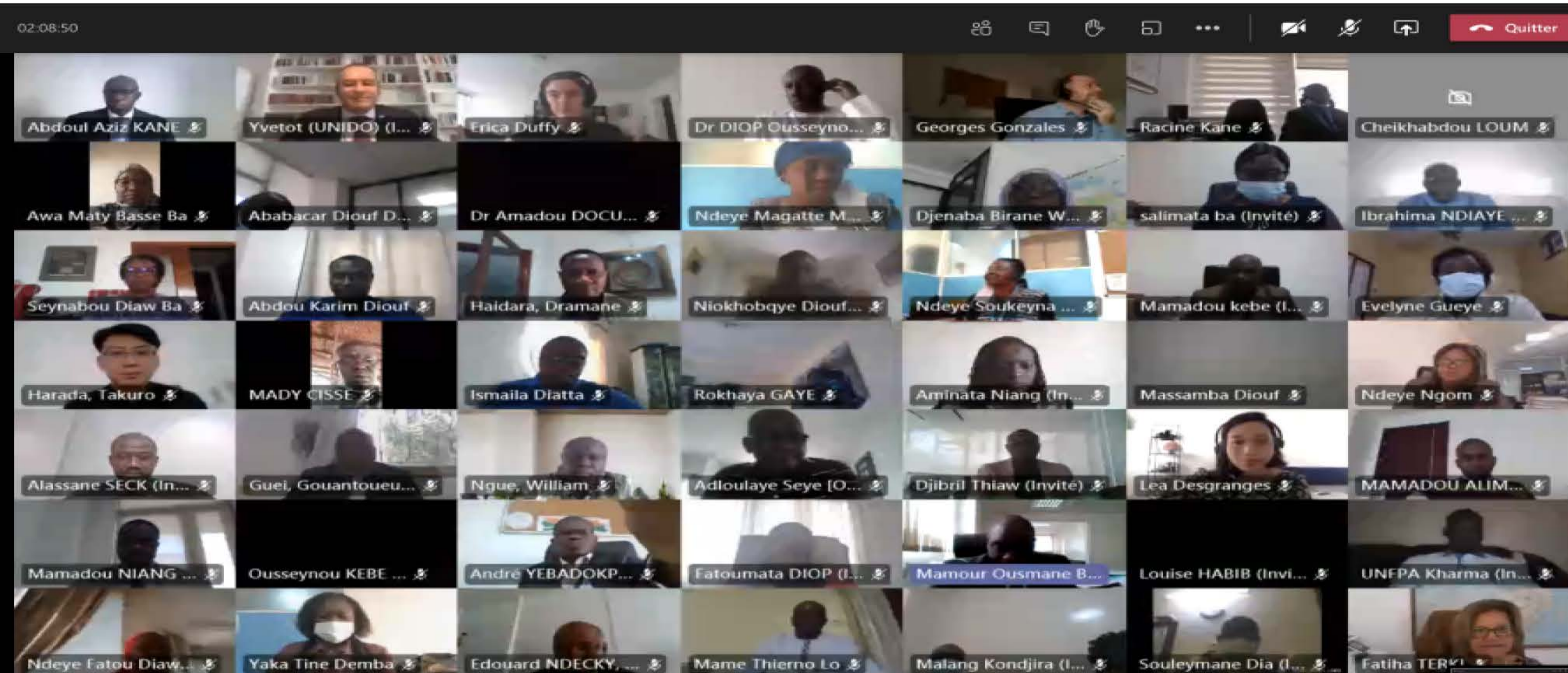
Protéger les enfants contre la COVID-19  
c'est aussi protéger les personnes  
âgées.





# SANTÉ - RIPOSTE COVID-19

## Contribution d'ONU Sénégal aux priorités nationales de développement : démarrage de l'atelier de revue 2020 et planification 2021



**Le système des Nations Unies au Sénégal a organisé, en collaboration avec le Gouvernement du Sénégal, son atelier de revue annuelle 2020 et de planification 2021, du mardi 16 et jeudi 18 février 2020, sous la présidence de M. Mamour Ba, Directeur de la Coopération du Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération.**

**L'atelier a réuni plus de cent cinquante experts du Gouvernement du Sénégal, du système des Nations au Sénégal et des partenaires au développement, en atelier.**

Compte tenu de la situation sanitaire, l'exercice de cette année est organisée de manière virtuelle. L'atelier réunit plus de cent cinquante experts du Gouvernement du Sénégal, du système des Nations au Sénégal et des partenaires au développement, afin de faire une revue des réalisations du Plan de Coopération des Nations Unies pour le Développement durable pour l'année 2020, et de définir un plan d'action pour 2021.

En sa qualité de président du Comité des Programmes (PMT) qui est l'instance au sein du SNU où sont discutées des questions de coopération, dans le but de mieux coordonner et améliorer l'efficacité des interventions, M. Christophe Yvetot, par ailleurs Représentant Résident de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel au Sénégal (ONUDI), a rappelé dans son discours inaugural, l'importance de l'exercice qui est mandataire et annuel et qui traduit l'obligation que s'est imposé le SNU, de rendre compte au Gouvernement et aux partenaires.

Il a rappelé que ce Plan Cadre, dont la mise en œuvre a commencé en janvier 2019, est l'un des outils d'opérationnalisation de la réforme du Système des Nations Unies. « A ce titre, il constitue l'unique cadre de référence pour la planification et la mise en œuvre des programmes de l'ensemble des Agences du Système des Nations Unies au Sénégal », a-t-il souligné.

Il faut souligner que la contribution du Système des Nations Unies, définie en étroite collaboration avec le Gouvernement, est adossée au Plan Sénégal Emergent et à l'Agenda 2030.

Monsieur le directeur de la Coopération a rappelé l'excellence de la Coopération entre le Sénégal et le Système des Nations Unies, qui a permis de bâtir, au fil des années, un véritable socle sur lequel repose un partenariat fructueux.



La qualité des relations entre le SNU et le Gouvernement du Sénégal est d'autant plus à magnifier, que l'équipe pays des Nations Unies s'est très tôt mobilisée auprès du Gouvernement pour réduire les effets de la COVID-19 et créer les conditions d'une relance socio-économique, notamment à travers l'élaboration du Cadre des Nations Unies pour la Réponse Socio-économique immédiate à la COVID-19.

Sur les trois priorités stratégiques que compte le Plan Cadre de coopération, à savoir la croissance économique inclusive et durable ; des services sociaux de base et une protection sociale de qualité ; ou encore gouvernance, paix et sécurité, des résultats encourageants ont été réalisés en 2020, malgré le contexte de la pandémie. Parmi ces progrès notables, quelques exemples peuvent être cités, notamment :

- 3000 individus, dont 1430 femmes ont eu accès directement ou indirectement à des emplois décents.
- Renforcement des capacités du Ministère du développement industriel et des PMI dans la gouvernance et la mise en œuvre des projets industriels.
- Réduction de l'insécurité alimentaire : 756 000 pers. en 2018 à 510 000 en 2020 (appui de l'Etat et PTFs aux ménages).
- Renforcement des capacités et revenus de 22 000 ruraux : création de microentreprises, promotion d'agripreneurs et leur passage à l'industrie-agroalimentaire, emplois décents, insertion de migrants, exploitation ressources diaspora.
- Amélioration structurelle des moyens d'existence ou sécurisés pour 42 000 producteurs par la création d'actifs durables ou pour 33 700 pers.) par l'assurance agricole (8 000 pers.)
- 27 700 ménages des régions de Dakar, Louga, Kaffrine, Kaolack, Fatick, Diourbel, Tambacounda, Kolda, Kédougou et Matam soutenus pour des activités de riposte contre la COVID-19.
- 17 000 producteurs financés pour l'accès à l'assurance agricole.
- Soutien fourni pour la réouverture des établissements en toute sécurité au bénéfice de près de 6 000 écoles dans tout le pays, et au profit de plus d'un million d'apprenants.
- Déploiement de l'initiative « Apprendre à la Maison » et de solutions d'apprentissage à distance, au profit de plus de 800 000 apprenants.
- Réinsertion de plus de 400 000 enfants et adolescents/jeunes évoluant en dehors du système à travers le déploiement de nouvelles offres et dispositifs de réinsertion.
- Appui aux élèves et enfants vulnérables : 206 772 en supports/kits ; 214 135 en alimentation scolaire ; plus de 772 structures et 6 122 enseignants aux capacités renforcées.
- Renforcement de capacités de 50 PME pour la production locale de masques et de savons.
- 298 chefs religieux/coutumiers engagés pour la protection des femmes/filles et des enfants
- 2190 leaders et relais communautaires mobilisés sur la protection des femmes et des enfants.
- Renforcement de 59 structures pour offrir des SONU de qualité et de la disponibilité en produits contraceptifs pour améliorer le taux de recrutement, avec 372 087 utilisatrices de PF, permettant ainsi d'éviter 144 582 grossesses non désirés, 251 décès maternels et 1998 décès infantiles.

- Assainissement Piloté par la communauté : 1 740 chefs de village ; 870 villages déclenchés dont 740 villages FDAL et 313 777 personnes ont abandonné la défécation à l'air libre.
- Acquisition d'équipements essentiels (kits d'hygiène, matériels de protection individuelle), équipements médicaux pour le renforcement du système de santé ; (3 542 postes de lavage des mains installés dans les établissements de soins de santé et autres ; 19 590 kits d'hygiène distribués aux ménages avec des cas positifs ou de contact, 17 036 foyers avec des cas positifs, 8 096 lieux de confinement désinfectés.

Pour rappel, le budget total des trois priorités du Plan de Travail pour 2020, s'élevait à 203 000 558 \$. Le budget pour 2021 sera défini au sortir de l'exercice de planification en cours.

Au-delà des bons résultats notés, les différentes parties prenantes se sont engagées à donner un coup d'accélérateur aux réalisations pour l'année 2021, en particulier dans un contexte où la relance socio-économique est une priorité du Gouvernement. Des défis sont à relever en 2021, en matière de croissance économique inclusive et durable, de services sociaux de base, de protection sociale de qualité, et de gouvernance, paix et sécurité. Pour ce faire, un plan d'action sera consolidé au sortir de l'exercice de revue et planification et partagé à l'ensemble des partenaires.

M. Christophe Yvetot a rappelé au Gouvernement et à l'ensemble des partenaires au développement, que l'action des Nations Unies au Sénégal n'a pour unique ambition, que de servir les Sénégalais et ne laisser personne de côté.





## FOCUS

# L'art de combattre la faim : Kalidou Kasse, surnommé le pinceau du sahel, invite les jeunes artistes à s'engager pour un monde sans faim

**La cérémonie de remise des prix organisée dans le cadre de la célébration des 40 ans de carrière de Kalidou Kassé a été un moment fort de reconnaissance et de révélation de jeunes talents dans le domaine artistique. 4 artistes inspirés par l'importance de l'alimentation des enfants en milieu scolaire ont été primés suite au concours d'art plastique organisé par le Groupe des Amis de l'Alimentation Scolaire (GAASS) en partenariat avec le Ministère de l'Education National (MEN) et le Programme Alimentaire Mondial (PAM).**

Membre du Groupe des Amis de l'Alimentation scolaire, Kalidou Kassé, un artiste plasticien sénégalais de renommée mondiale, se veut le « *porte-voix des sans voix* ». Il a décidé d'intégrer le GAASS afin de se porter volontaire comme une vingtaine d'autres personnalités et sympathisants du Sénégal en menant un fort plaidoyer en direction des décideurs pour investir dans le capital humain et offrir aux enfants des milieux défavorisés la chance d'être instruits et de pouvoir jouer un rôle de premier plan dans le développement du pays.

Il a ainsi mis sur pied un concept dénommé : « *L'art pour combattre la faim* » en organisant un concours d'art plastique dont le thème a porté sur la problématique de l'alimentation scolaire. Le concours qui a enregistré la participation de plus de trente candidats venus des différentes régions du pays, a consacré le talent de quatre jeunes créateurs.

Les lauréats ont été récompensés par des prix allant d'un million cinq cent mille franc CFA (1 500 000 FCFA) à deux cent

mille F CFA (200 000 F CFA). A travers cet événement, le GAASS a voulu impliquer les artistes dans le plaidoyer en faveur de l'installation des cantines scolaires pour mettre fin à l'insécurité alimentaire en milieu scolaire. La cérémonie de remise des prix qui s'est tenue le 18 décembre 2020 au Musée des Civilisations Noires a été un fort moment de plaidoyer en faveur de l'alimentation scolaire. L'évènement a marqué la fin des festivités des 40 ans de carrière de l'artiste plasticien Kalidou Kassé qui a bien voulu prêter son pinceau pour la promotion des cantines scolaire.





## À la rencontre des lauréats pour les deux premiers prix Aminata Diop, lauréate premier prix du concours d'art visuel récompensé par le MEN

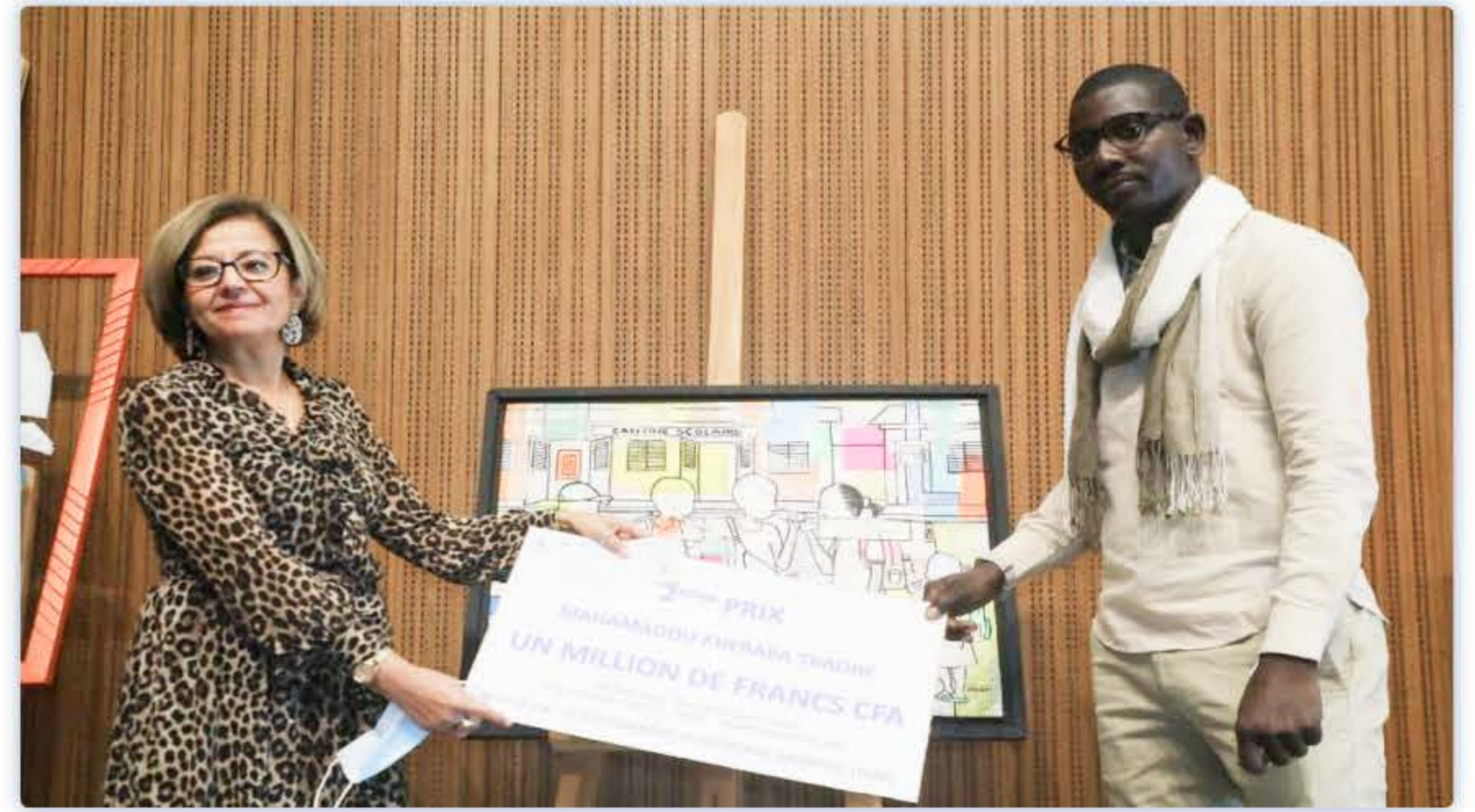
### Aminata Diop, lauréate premier prix du concours d'art visuel récompensé par le MEN



Seulement 3 ans et demi de pinceau, Aminata Diop rafle déjà de nombreux prix au plan national. Originaire de Saint-Louis, la lauréate du premier prix du concours d'art visuel est une passionnée de la peinture sous-verre. Elle tire ses inspirations du vécu quotidien de la société sénégalaise. L'éducation et le bien-être des enfants sont ses sujets de prédilection.

« L'alimentation scolaire est un sujet intéressant qui me passionne beaucoup. C'est ce qui m'a motivée à participer au concours du GAASS dont le thème portait sur l'alimentation scolaire. C'était aussi une belle occasion pour moi d'exprimer mon engagement pour la protection des enfants. J'ai voulu montrer à travers mon œuvre la nécessité de fournir aux enfants une alimentation scolaire saine, variée et de bonne qualité », confie la lauréate.

## Mouhamadou Kheraba Traoré, lauréat deuxième prix du GAASS récompensé par le PAM



Artiste plasticien, vidéaste et professeur de cinéma d'animation à l'École Nationale des Arts de Dakar, Mouhamadou Kheraba Traoré est un pinceau engagé. Le deuxième lauréat du concours d'art plastique du GAASS s'inspire essentiellement de la condition de vie des enfants. L'alimentation scolaire, la protection des droits des enfants sont ses sujets favoris. « L'importance de l'alimentation scolaire est que ça favorise l'égalité entre les enfants et en même temps les encourage d'aller à l'école et d'y rester. Les cantines scolaires diminuent non seulement le taux des maladies liées à la sous-alimentation des enfants mais aussi la déperdition scolaire », estime l'artiste. Faisant du bien-être des enfants son combat au quotidien, le plasticien plaide la généralisation des cantines scolaires qui, selon lui, sont incontournables pour maintenir à l'école les enfants issus de familles démunies ou ceux obligés de marcher des kilomètres pour rallier leur lieu d'apprentissage.





# Consultations UN75 : la santé, l'éducation, la paix et l'environnement en tête des préoccupations des Sénégalais



**Comme partout dans le monde, la pandémie de la COVID-19 a fortement impacté la vie des Sénégalais, au point que la santé est devenue leur priorité première.**

C'est du moins ce qui est ressorti du sondage mondial UN75, lancé tout au long de l'année 2020 par l'ONU, à l'occasion de son soixante-quinzième anniversaire. En effet, c'est pour chercher à comprendre les problèmes, les attentes ou les urgences des citoyens du monde entier que l'ONU a lancé cette vaste consultation, dont les résultats au niveau mondial montrent que la priorité principale des populations est « l'accès universel aux soins de santé ».

Pour les 54000 participants au Sénégal, plaçant le pays à la seconde place derrière l'Inde en termes de participation, outre les inégalités accentuées par la COVID-19, l'accès aux services de base et l'appui aux régions et communautés les plus vulnérables, restent la priorité. Plus de 18000 d'entre eux, dont la moitié a entre 16 et 30 ans mettent l'accès à la santé en tête de leurs priorités.

## Réduction des inégalités et plus de solidarité

La crise de la COVID-19 a ceci de particulier, qu'elle a fait remonter à la surface tous les problèmes auxquels les sociétés sont confrontées. De manière globale, qu'il s'agisse de santé, d'éducation, d'économie..., il ressort de l'enquête qu'une des attentes majeures pour les Sénégalais demeure la réduction des inégalités ; inégalité dans l'accès aux soins de santé, à l'éducation, à l'eau, aux services de base, etc. Par exemple, plus de 11000 répondants placent l'accès à l'eau et aux services sanitaires parmi leurs priorités, tandis qu'ils sont plus de 13000 à appeler à de meilleurs investissements dans l'éducation et les programmes jeunesse.

La solidarité apparaît également comme une priorité pour les Sénégalais, qui souhaitent non seulement une coopération plus accrue et plus juste entre les nations et les peuples, mais également une meilleure prise en charge des communautés les plus vulnérables. C'est d'ailleurs tout le sens que le Système des Nations Unies au Sénégal donne à son action, qu'il s'agisse de sa contribution à la ripos-

te nationale contre la COVID-19, ou plus globalement de l'appui qu'il met au service du pays. Il faut souligner, qu'en cela le SNU est parfaitement en phase avec le Gouvernement du Sénégal et la vision du Chef de l'Etat, pour qui la lutte contre les inégalités et l'accroissement de la solidarité nationale sont des piliers de sa vision, déclinée notamment à travers le Plan Sénégal Emergent (PSE), le Programme d'Actions Prioritaires 2 (PAP2) et le Programme de Résilience Economique et Social (PRES).

## Les Sénégalais soucieux de leur avenir

La question environnementale et le climat tiennent une bonne place dans les priorités des répondants Sénégalais. Se projetant dans l'horizon des vingt-cinq années, ils sont plus de 16000 à mettre le respect de l'environnement dans les préoccupations importantes, mais également un avenir dans lequel règne la paix, avec moins de conflits dans le monde.

Tenant compte des choses que l'apparition de la pandémie mondiale doit nécessairement amener à revoir, ils appellent à repenser l'économie mondiale, à rendre l'accès aux nouvelles technologies universel et abordable, mais également à moderniser les organisations internationales pour que leur impact soit meilleur.

C'est précisément tout le sens de la consultation UN75, comme l'avait souligné le Secrétaire Général António Guterres, lors son lancement, en déclarant : « *En cette année du soixante-quinzième anniversaire, je veux offrir au plus grand nombre la possibilité de dialoguer avec l'organisation des Nations Unies. Pour partager les espoirs et les craintes des uns et des autres. Pour apprendre de leurs expériences. Pour susciter des idées en vue de construire l'avenir que nous voulons et l'ONU qu'il nous faut. Ensemble, nous devons écouter. Et ensemble, nous devons agir. En cette année du soixante-quinzième anniversaire, je veux offrir au plus grand nombre la possibilité de dialoguer avec l'organisation des Nations Unies.* »

Pour leur avenir, des thématiques comme de meilleures opportunités d'emploi, la crise climatique et la protection de l'environnement, le respect des droits humains, reviennent également au titre des préoccupations importantes.

## Les Sénégalais optimistes

A l'image des répondants dans les autres pays africains, les Sénégalais sont dans une grande majorité, optimistes quant à leur avenir. Ceci est d'autant plus heureux que parmi les plus de 54000 répondants à la consultation, 58,8% est âgé de 16 à 30 ans et 29,8% de 31 à 45 ans. Une jeunesse qui a plutôt foi en son avenir !

Aussi, sont-ils 73,7% qui pensent qu'à l'horizon 2045, les conditions de vie vont considérablement s'améliorer.

C'est pour donner vie à cet espoir que le Système des Nations Unies au Sénégal s'emploie au côté du Gouvernement et des plus vulnérables, pour que personne ne soit laissé pour compte.



## FOCUS

# Ziguinchor, la région Sud du Sénégal accueille la campagne des 16 Jours d'activisme



**En 2020, les 16 jours d'activisme ont constitué une occasion de fédérer les actions et les acteurs autour de la thématique (Financer-Prévenir-Répondre-Collecter) et une opportunité d'amplifier la voix des femmes, des filles victimes, des acteurs et leaders d'opinion, pour amener les décideurs à contribuer au financement, à la réponse, à la prévention et à la collecte des données.**

C'est dans ce contexte et dans sa stratégie de réduire les discriminations géographiques et d'appuyer davantage le gouvernement et la société civile à mettre fin aux violences, qu'ONU Femmes, a délocalisé certaines activités de la campagne « *Oranger le Monde* » vers les régions sud du pays qui enregistrent un taux élevé de violences et de pratiques néfastes.

Les activités de la campagne des 16 jours à Ziguinchor rentrent dans le cadre de la mise en œuvre des projets MUSKOKA et UBRAF pour l'amélioration de la santé et du bien-être des Femmes et des enfants, en partenariat avec l'ARD (Agence Régionale de Développement) de Ziguinchor, la Plateforme des Femmes pour la Paix en Casamance, le Ministère de la Femme, de la Famille, du Genre et de la Protection des Enfants, les associations de jeunesse et les acteurs locaux.

La campagne a aussi été l'occasion de vulgariser la loi du 10 janvier 2020, criminalisant le viol et la pédophilie promulguée par le Président de la République du Sénégal. Lors du séjour, la délégation a également effectué une visite au Centre Kulimaaroo (résilience) mise en place en 2015 par ONU Femmes Sénégal pour la prise en charge des femmes victimes de violences qui a accueilli jusqu'ici 127 pensionnaires, 63 bébés et abrite en son sein une unité de transformation de produits locaux.







## FOCUS

# Réduction des risques de catastrophe : le Système des Nations Unies au Sénégal pleinement engagé

**Les catastrophes naturelles surviennent dans toutes les régions de la planète et pourtant leurs impacts diffèrent selon les pays ; ceux du Sud faisant le plus souvent face à des répercussions beaucoup plus dramatiques.**

Des décennies de réalisations et de progrès de développement peuvent en quelques minutes être réduites à néant par des inondations, la sécheresse, un séisme, ou encore un cyclone. Aussi, la réduction des risques de catastrophes permet-elle non seulement pour sauver des vies, mais également de garantir la durabilité du développement socioéconomique des pays concernés.

Ainsi, pour que cette préoccupation soit inscrite dans l'agenda des grandes causes planétaires, l'Initiative de renforcement de capacités pour la réduction de risques de catastrophe ou « Capacity for Disaster Reduction Initiative » (CADRI), qui est un partenariat mondial, a été lancée en 2007. L'initiative est composée d'une vingtaine d'organisations qui œuvrent pour la réalisation des objectifs de développement durable, notamment la FAO, l'OIM, le PNUD, l'UNICEF, l'UNFPA, la FICR, OCHA, l'UNESCO, l'UNOPS, le PAM, l'OMS, l'OMM, l'UNDRR, ONU Femmes, le GNDR, le GFDRR, l'OECD, l'ODI, et RedR Australia.

Le Partenariat CADRI fournit aux pays des services de développement des capacités pour les aider à réduire les risques climatiques et les risques de catastrophe. Il s'appuie sur la diversité des compétences de ses membres pour fournir une combinaison particulière de connaissances, d'expérience et de ressources, pour renforcer les capacités des pays à réduire l'exposition et la vulnérabilité aux risques de catastrophe et aux risques climatiques, dans tous les secteurs.

A la demande du Gouvernement du Sénégal, le système des Nations Unies au Sénégal est en train d'appuyer le pays dans l'élaboration de sa Stratégie Nationale de Réduction des Risques de Catastrophe (SNRC), à travers un diagnostic des capacités nationales, utilisant la méthodologie CADRI. Le diagnostic qui a démarré à la mi-décembre 2020, à la suite de l'atelier de lancement de la SNRC, les 1er et 2 décembre 2020.

Pour ce faire, le diagnostic des capacités est réalisé par trois équipes multidisciplinaires composées de plus de 20 experts provenant des services techniques de l'État et de partenaires tels que le GNDR (Réseau mondial des Organisations de la Société civile pour la réduction des catastrophes), la FICR (Fédération Internationale des Sociétés de

la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge) et plusieurs agences du Système des Nations Unies (FAO, OIM, UNICEF, OCHA et ONU-FEMMES).

Les équipes de diagnostic du CADRI ont effectué à la fin du mois de janvier 2021, des entretiens avec 36 organisations (25 organisations étatiques et 11 organisations partenaires). Parmi les organisations de l'État et ses structures décentralisées interrogées, on compte par exemples, l'Assemblée Nationale, à travers le Réseau parlementaire sur la Réduction des Risques de Catastrophe, le Ministère de l'Économie du Plan et de la Coopération, le Ministère de l'Agriculture et de l'équipement rural, le Ministère des pêches et de l'Économie maritime, le Ministère des Mines et de la Géologie, le Ministère du développement communautaire, etc.

Du côté du Système des Nations Unies, cinq agences ont déjà accueilli les évaluateurs CADRI. Il s'agit de la FAO, de l'OIM, d'ONU-FEMMES, du PAM et de UNFPA. En raison de la situation épidémiologique, tous les entretiens du mois de janvier 2021 ont été menés virtuellement.

Le mois de février 2021 est consacré à la rédaction du rapport de diagnostic qui servira de socle fondateur pour la Stratégie Nationale de Réduction des Risques de Catastrophe au Sénégal.





## FOCUS

# La Stratégie des Nations Unies sur la jeunesse va de l'avant !

**La population mondiale n'a jamais compté autant de jeunes (1,8 milliard), dont près de 90 % vivent dans des pays en développement, où ils représentent une part importante de la population.**

Le Sénégal est également caractérisé par l'extrême jeunesse de sa population, avec 42% de sa population âgée de moins de 15 ans et un âge médian de la population se situant à 18 ans, selon les chiffres de l'Agence Nationale de la Statistiques (ANSD).

Forte de son rôle fédérateur unique au monde, de sa mission au service de tous les peuples et de sa vocation de partenaire et de négociateur, l'Organisation des Nations Unies s'est aussi donnée pour mission, de protéger et soutenir les jeunes, en leur offrant une plateforme capable de répondre à leurs besoins, de faire entendre leur voix et de les soutenir dans leur action.

Pour se faire, les Nations Unies se sont dotées d'une stratégie intitulée Jeunesse 2030, lancé par le Secrétaire général António Guterres en septembre 2018 et qui vise à donner des outils aux 1,8 milliard de jeunes pour relever les défis de la mondialisation.

Au Sénégal, le Système des Nations Unies se mobilise pour soutenir le Gouvernement dans le déploiement de la

stratégie jeunesse. Le développement de la jeunesse et la mobilisation des jeunes sont des questions transversales centrales pour les cadres de planification du système des Nations Unies au Sénégal (CCA, UNSDCF 2019-2023) et l'Agenda de développement durable à l'horizon 2030.

Sur l'importance de cette stratégie, le Coordonnateur Résident du système des Nations Unies au Sénégal a rappelé que : *« le Secrétaire général Antonio Guterres continue d'accorder la priorité aux jeunes pendant son mandat. Ils subissent de plein fouet l'impact de la COVID-19 et constitue une des cibles prioritaires du Cadre des Nations Unies pour la Réponse Socio-économique immédiate à la COVID-19, récemment présenté au Gouvernement par le SNU. Nous nous réjouissons que les jeunes soient également pour le Gouvernement, une cible prioritaire, prise en compte dans les différents plans élaborés pour la relance socio-économique. »*

Au total plus de 12 agences du SNU se sont engagées au service du déploiement du processus, parmi lesquelles l'UNESCO, la FAO, le FIDA, l'ONU DC, l'OIM, l'UNCDF, l'HCDH, le BIT, UNV et l'UNFPA, mais également le PNUD et l'UNICEF qui assurent la direction technique de la Stratégie jeunesse, sous la supervision du Gouvernement.

La Stratégie Globale du Secrétaire Général des Nations Unies sur la Jeunesse2030, reste bien évidemment le bréviaire sur lequel les Agences participantes vont s'appuyer. Pour rappel, Jeunesse2030 porte sur une période de 12 ans et compte 5 domaines d'action prioritaires :

- la participation et l'implication des jeunes ;
- l'accès à l'éducation et aux services de santé ;
- la formation et l'emploi ;
- l'engagement politique et civique ;
- la priorité aux jeunes en situation de conflit et de crises humanitaires.

La Stratégie souligne également l'importance d'inclure toutes les catégories de jeunes et la nécessité d'avoir une démarche participative et inclusive selon le principe clef de « *ne laisser personne pour compte* » (« *leave no one behind* »)

Dans la même thématique, le Bureau de la Coordination du SNU a eu la chance de rencontrer Mademoiselle Mariama Djambony Badji, 22 ans qui a été sélectionnée par le Bureau de l'Envoyée du Secrétaire général pour la jeunesse avec 17 autres jeunes, comme jeunes leaders pour la promotion des Objectifs de Développement Durable (ODD). Co-fondatrice d'une entreprise de construction écologique et d'une Startup de Digital Marketing, Mariama est également volontaire pour une association qui lutte contre l'émigration irrégulière à travers la formation des jeunes. Son programme d'action pour les années 2021 et 2022 est essentiellement axé sur les ODDs 4, 11, 12, 15 (Education, Villes et communautés Durables, Consommation et Production Responsables, Vie Terrestre).

Au regard de toute l'importance de cette thématique pour le Gouvernement du Sénégal, la jeunesse constitue une priorité de l'action conjointe du Système des Nations Unies au Sénégal pour la nouvelle année.



## FOCUS

# Journée «portes ouvertes» virtuelle des Champs-écoles paysans du Léhar



**La journée du 25 janvier 2021 était jour de célébration dans le Léhar, terroir situé au nord de la région de Thiès. Elle a marqué la fin de la formation de 20 facilitateurs(trices) qui ont suivi des sessions de renforcement de capacité des producteurs et productrices sur l'approche champ-école paysans (CEP) et les pratiques résilientes face aux changements climatiques.**

Dans le Léhar où l'agriculture est une des principales sources de moyens de subsistance des ménages, les villages de Pandiénou, Yendane, Dougnane et Térokh ont accueilli ces formations.

L'organisme de coopération internationale, Mer et Monde, impliqué dans la mise en œuvre du projet «*Sécurité alimentaire: une agriculture adaptée (SAGA)*», coordonné par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a organisé cette innovante approche de communication sur les champs-écoles paysans en regroupant à la fois des participants du Sénégal et du Québec. La journée «*portes ouvertes*» virtuelle a réuni plus de 40 participant(e)s représentant des groupements de producteurs(trices), des organisations de la société civile ou des institutions de recherche.

«*Si at Fiki*» ou «*Ensemble allons de l'avant*»

En décembre 2019, Mer et Monde a démarré la mise en œuvre de l'initiative «*Si at Fiki*» dans le cadre du projet SAGA, pour contribuer à l'amélioration de la résilience face aux changements climatiques et de la sécurité alimentaire et la nutrition des populations du Léhar. De mars à novembre 2020,

treize femmes et sept hommes dont douze jeunes ont été formés à l'approche CEP.

Les activités ont été orientées de manière à développer chez les producteurs(trices) de réelles capacités d'identification des contraintes rencontrées sur les parcelles de culture et leur permettre de prendre des décisions appropriées basées sur l'observation, l'analyse et l'évaluation de leurs pratiques. En fonction des préoccupations exprimées et des problématiques soulevées lors de l'enquête de base, le programme de formation proposé a privilégié un équilibre dynamique entre les discussions de groupe et les contributions de personnes ressources, la théorie et la pratique.

«*L'analyse de l'agro-écosystème est une activité phare dans le CEP, il faut connaître l'écosystème de la plante pour pouvoir prendre des décisions*», explique Abdou Diop, maître formateur de CEP.

Des périmètres ont été aménagés pour servir de champs test pour encourager l'innovation paysanne. Les productrices se sont concentrées sur la mise en pratique et l'expérimentation de techniques maraîchères résilientes aux changements climatiques telles que la gestion de la fertilité des sols, le contrôle non toxique des ravageurs pour améliorer la production agricole, le zoo à insecte ou la méthode zaï.

«*Le zaï nous permet de nous adapter aux changements climatiques. Avec cette méthode de culture, même lorsqu'il n'y a*



*pas suffisamment de pluie, nous pourrions tout de même cultiver la parcelle», explique Anta Seck, maître formatrice.*

La méthode consiste à creuser des trous en quinconce selon un écartement donné et qui, associé à une fertilisation organique, permet de restaurer et de valoriser les terres dégradées, d'améliorer la fertilité des sols, de réduire l'érosion hydrique et de favoriser l'infiltration de l'eau dans le sol.

### **Les facilitateurs(trices) font leurs preuves**

La démultiplication des connaissances des facilitateurs(trices) a permis à 62 producteurs(trices) d'être aussi formé(e)s sur les pratiques maraîchères résilientes aux changements climatiques.

*«La formation nous a permis d'apprendre comment planifier et mettre en œuvre un CEP et de nous approprier des techniques maraîchères adaptées aux changements climatiques[...] Cela va nous aider, nous les jeunes de la localité, à lutter contre l'exode rural», se réjouit Joséphine Ngoné Faye, formatrice en CEP.*

*«Nous savons comment faire face aux changements climatiques et avons acquis un certain nombre de connaissances [...] que nous pourrions appliquer et partager au sein de la communauté»,* ajoute Victor Tine, facilitateur en CEP.

Les agriculteurs(trices) sélectionné(e)s ont ainsi reçu les outils nécessaires pour devenir à leur tour des facilitateurs (trices) de l'approche CEP dans leurs communautés. Le succès de cette initiative est dû avant tout à l'engagement des bénéficiaires et à l'appui des communautés et autorités locales des villages accueillant les champs-écoles.

*«C'est une approche participative qui a donné de très bons résultats en termes de productivité, mais surtout en termes de dynamique de groupe [...]; cette approche a favorisé une forte implication des femmes, une bonne participation des jeunes et un renforcement des capacités techniques et de gestion très salutaires pour le Léhar»* soutient Makhfousse Sarr, Chargé de Programme à la FAO au Sénégal.

Les 20 producteurs(trices) formé(e)s sont désormais membres d'un réseau national de facilitateurs(trices). Ils et elles ont affirmé leur engagement à poursuivre le travail de renforcement des capacités dans leurs communautés et aussi à contribuer à la diffusion de l'approche CEP dans les différentes zones agroécologiques.

### **SAGA, pour une agriculture plus résiliente**

Cette activité s'intègre dans la mise en œuvre de la composante 2 du projet SAGA portant sur le renforcement des capacités de la société civile. Mis en œuvre grâce à l'appui technique et financier du gouvernement du Québec, le projet SAGA vise à renforcer la résilience des secteurs agricoles face aux changements climatiques pour la sécurité alimentaire et la nutrition de deux pays francophones vulnérables face aux changements climatiques: Sénégal et Haïti. Cette activité, combinée aux autres initiatives pilotes de renforcement des capacités, représente une opportunité d'informer le processus de développement du plan national d'adaptation du Sénégal à partir d'évidences non seulement scientifiques, mais aussi pratiques, et ainsi d'assurer son alignement aux besoins et intérêts des communautés rurales.







Sortir de la pandémie, reconstruire en mieux et leur offrir un avenir serein.



## Siaka Coulibaly, reçu en audience par le Président de la République



**Le Coordonnateur Résident du système des Nations Unies au Sénégal M. Siaka Coulibaly a été reçu le 14 janvier en audience par Son Excellence, le Président de la République Macky Sall. Au cours de l'entretien, l'excellence des relations de coopération entre le Gouvernement du Sénégal et le système des Nations Unies au Sénégal, a été souligné.**

Outre la qualité de la coopération, les deux hommes ont abordé les urgences, notamment la lutte contre la COVID-19 et l'appui du système des Nations Unies au Gouvernement dans le cadre de la riposte nationale. Ils ont bien évidemment évoqué le Cadre des Nations Unies pour la Réponse Socio-économique immédiate à la COVID-19, qui a été élaboré pour soutenir les mesures prises par le Gouvernement du Sénégal dans le but de limiter les conséquences désastreuses de la pandémie sur l'économie et les différents secteurs sociaux, et permettre la relance économique.

Pour rappel, ce Cadre des Nations Unies a été adossé aux cadres de référence du Gouvernement, notamment le Plan de résilience économique et social (PRES) avec son fonds dénommé FORCE-COVID-19 d'un montant de 1000 milliards de FCFA, soit 7% du PIB, mais également le deuxième Plan d'Action Prioritaire du Plan Sénégal Emergent (PAP2A).

La réforme du système de développement des Nations Unies, initiée par le Secrétaire général Antonio Guterres et à laquelle le Sénégal adhère, a également été abordée, tout comme la situation sécuritaire et de développement de la sous-région, qui revêt une grande importance pour le Sénégal et les Nations Unies.

D'autres sujets d'actualités ont été abordés comme la phase cruciale de la vaccination, notamment les enjeux d'équité et de solidarité pour que personne ne soit laissé pour compte.

Le Coordonnateur Résident a réitéré les profonds remerciements du système des Nations Unies au Gouvernement du Sénégal pour avoir initié le Projet de Maison Commune des Nations Unies au Sénégal, qui met en évidence

toute l'excellence de la coopération entre le Gouvernement et le Système des Nations.

C'est d'ailleurs en se félicitant de la qualité de ces relations particulières que le Sénégal entretient avec le système des Nations Unies, que Son excellence le Président de la République a clôturé l'entretien avec son hôte.

## Townhall du système des Nations au Sénégal



**Le système des Nations au Sénégal a tenu à l'endroit de son personnel, un Townhall le mardi 26 décembre, sous la présidence de M. Siaka Coulibaly, Coordonnateur Résident du système des Nations Unies.**

Cette rencontre qui a réuni la famille des Nations Unies au Sénégal, a été l'occasion pour le nouveau Coordonnateur Résident de se présenter au personnel et de décliner sa feuille de route. Ainsi, a-t-il rappelé que son action s'inscrivait dans le cadre de la réforme des Nations Unies adoptée le 31 mai 2018, notamment à travers le renforcement du rôle du Coordonnateur Résident, comme acteur central pour accompagner la coordination opérationnelle du système de développement des Nations Unies, en collaboration avec les chefs d'Agences et le personnel.

En plus du leadership, de l'efficacité et de l'efficience, le Coordonnateur Résident a rappelé que les nouvelles dispositions mise en place par la réforme, visent également la redevabilité du système des Nations Unies à l'endroit du pays d'exercice, l'accompagnement au Gouvernement dans la réalisation de ses priorités de développement, en lien avec les objectifs de l'agenda 2030. Il est revenu sur l'importance du Cadre de Coopération 2019-2023, qui est le document de référence, validé par le Gouvernement et qui fonde l'action du système des Nations Unies.

Il a insisté sur sa volonté de renforcer la coopération entre les différentes entités du système des Nations Unies, mais également de dynamiser l'accompagnement au Gouvernement, à travers le PSE, le PAP2A, ainsi que d'autres instruments internes du système des Nations Unies comme le BOS, le Cadre des Nations Unies pour la Réponse Socioéconomique, ou encore la mobilisation de ressources. Le Coordonnateur Résident a ter-



## EN BREF

miné son propos en réitérant sa disponibilité et son optimisme, en rappelant la confiance que le Chef de l'Etat porte au système des Nations Unies au Sénégal.

A la suite du Coordonnateur Résident, une présentation de la situation de la COVID-19 a été faite par l'OMS, dont les experts ont par la suite répondu aux interrogations du personnel sur la COVID-19.

La séance s'est achevée par un rappel du Coordonnateur Résident à l'endroit du personnel, notamment à observer scrupuleusement les directives de sécurité et de prévention édictées par le Ministère de la Santé et de l'Action Sociale. M. Coulibaly n'a pas manqué dans son mot de conclusion d'exprimer ses remerciements et ses félicitations au personnel, tout en les enjoignant de poursuivre leurs efforts, malgré le contexte difficile de la COVID-19, pour mieux servir le Sénégal, afin que personne ne soit laissé pour compte.

### **Le Coordonnateur Résident reçu en audience virtuelle par monsieur le Ministre de la Santé et de l'Action Sociale**



M. Abdoulaye Diouf Sarr, Ministre de la Santé et de l'Action Sociale, a reçu en audience virtuelle M. Siaka Coulibaly, Coordonnateur Résident du système des Nations Unies, accompagné du docteur Lucile Imboua et de Mme Silvia Danailov, respectivement Représentantes de l'OMS et de l'UNICEF au Sénégal.

L'appui du système des Nations Unies au Gouvernement, dans la lutte nationale contre la COVID-19, était au cœur des discussions. Plusieurs points ont été abordés, notamment l'appui à la réponse sanitaire, mais également la réponse socio-économique, la communication, la vaccination et de manière plus globale, la coopération entre le système des Nations Unies et le Ministère de la Santé et de l'Action Sociale.

Monsieur le ministre n'a pas manqué de saluer la mobilisation

exceptionnelle du système des Nations Unies depuis le début de la pandémie au Sénégal, en réitérant sa confiance, tout en appelant à un renforcement de la coopération.

### **L'ambassadeur du Rwanda au Sénégal reçu en audience par le Coordonnateur Résident**



M. Siaka Coulibaly, Coordonnateur Résident du système des Nations Unies au Sénégal a reçu en audience le vendredi 29 janvier SE Jean Pierre Karabaranga, ambassadeur du Rwanda au Sénégal.

Outre les passions communes comme l'Afrique, les deux hommes ont abordé dans un échange fructueux, des questions importantes comme la coopération, le développement, mais également des urgences comme la COVID-19 et la relance socio-économique.

Le Coordonnateur Résident a exprimé ses remerciements soutenus à SE Jean Pierre Karabaranga pour sa visite et lui a fait part de sa disponibilité et celle du SNU, dans le renforcement de la coopération entre l'ambassade du Rwanda et le système des Nations Unies au Sénégal.



A la pointe de la lutte contre la COVID-19, les femmes scientifiques contribuent à l'avancement des connaissances sur le virus, au développement de techniques de test et à la fabrication de vaccins.





## 2021, année des possibilités et de l'espoir pour Antonio Guterres



**Dans son exposé informel du 28 janvier, à l'intention des états membres sur les priorités pour 2021, le Secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a énoncé dix priorités pour que le monde passe en 2021 d'une « *annus horribilis* » à une « *annus possibilitatis* ».**

Année de « *mort* » et de « *désastre* » pour le Secrétaire général, le bilan qu'il a dressé de l'année 2020 devant les Etats Membres, est pour le moins sombre.

2 millions de morts, 500 millions d'emplois disparus, extrême pauvreté, inégalités accentuées, hausse de la faim, crise climatique, effondrement de la biodiversité, besoins humanitaires en hausse, déplacements forcés en augmentation exponentielle, risque de prolifération nucléaire et chimique croissant, régression des droits de l'Homme, multiplication des discours de haine ; la COVID-19 a porté au monde en 2020, des coups de boutoir qui l'ont mis à genoux et il est urgent et impérieux de le relever en 2021.

Devant ce constat amer, le Secrétaire général Antonio Guterres a lancé un appel au monde pour passer à la vitesse supérieure et remettre la planète sur la bonne voie, en déclinant dix priorités, dont la première est de faire face à la Covid-19, notamment à travers la disponibilité des vaccins pour toutes et tous, à un coût abordable.

« *Les vaccins sont rapidement acheminés vers une poignée de pays, alors que les pays les plus pauvres ne reçoivent rien. La science réussit, mais la solidarité échoue...Il est impossible de triompher de la Covid-19 pays par pays. Si on laisse le virus se propager dans le monde du Sud comme une traînée de poudre, il ne manquera pas de muter, deviendra plus contagieux, plus létal et, en fin de compte, plus résistant aux vaccins, et il finira par revenir s'abattre sur les pays du Nord...Dans un monde où certains ont des vaccins et d'autres non, il n'y a qu'un seul vainqueur : le virus* » a-t-il déclaré.

La deuxième priorité est qu'il faut aider les économies qui restent sous perfusion à se relever, de manière inclusive et du-

rable avec des investissements massifs dans les systèmes de santé.

Pour le Secrétaire général, la troisième priorité est la nécessité de faire la paix avec la nature. « *Je demande à chaque ville, à chaque entreprise, à chaque institution financière d'adopter des plans concrets assortis d'échéances intermédiaires clairement définies, en vue de parvenir à la neutralité carbone d'ici 2050...Les grands secteurs comme le transport maritime, l'aviation, l'industrie et l'agriculture doivent faire de même...il faut sans plus tarder fixer le prix du carbone, cesser de construire des centrales à charbon, et faire disparaître le charbon dans les pays de l'OCDE d'ici 2030 et partout ailleurs d'ici 2040* » a-t-il rappelé.

Le Secrétaire général a également appelé à faire preuve d'une solidarité particulière à l'égard des petits États insulaires en développement. Il a notamment rappelé que « *Certains sont menacés dans leur existence même – de notre vivant, leurs territoires pourraient disparaître. Nous ne devons pas permettre que des États membres périssent à cause d'un problème que nous avons le pouvoir de régler* ».

Combattre la propagation de la pauvreté et des inégalités constitue la quatrième priorité du Secrétaire général, tandis que sa cinquième priorité est de renverser la tendance marquée par l'attaque en règle dont font l'objet les droits humains.

A ce sujet, il a déclaré : « *Je salue le nouvel élan de lutte pour la justice raciale que nous voyons aujourd'hui à travers le monde. Les inégalités raciales gangrènent les institutions, les structures sociales et notre quotidien. Nous devons faire front commun face à la montée du néonazisme et du suprématisme blanc* ».

La réalisation de l'égalité des genres constitue sa sixième priorité et à ce sujet il a déclaré : « *la Covid-19 a mis en évidence ce que l'on ignore trop souvent. Les femmes sont des travailleuses essentielles qui font vivre les autres...Il est temps de changer les vieilles structures et d'abandonner les vieux modèles. Si l'économie formelle fonctionne, c'est seulement parce qu'elle est subventionnée par le travail de soins non-rémunéré des femmes* ».

La septième priorité d'Antonio Guterres est de remédier aux divergences géopolitiques et de trouver des terrains d'entente. Pour ce faire, retrouver le bon sens est indispensable selon lui, pour faire face aux menaces qui pèsent aujourd'hui sur la paix et la sécurité.

Dans ce sens, il a déclaré : « *Nous devons éviter qu'une grande fracture ne sépare le monde en deux. Pour cela, nous devons œuvrer à préserver une économie mondiale unifiée, à maintenir un seul Internet sûr et ouvert, à assurer la cybersécurité et à faire respecter le droit international et les règles acceptées et appliquées par tous...Tout dysfonctionnement dans les relations entre grandes puissances ouvre une brèche dont peuvent profiter les agitateurs.*



*Et les agitateurs travaillent à déclencher et à entretenir les conflits. Il est impossible de régler les problèmes les plus graves si les pays les plus puissants s'opposent ».*

Remettre sur pied le régime de désarmement et de non-prolifération nucléaires qui connaît une véritable érosion, constitue sa huitième priorité, alors que la neuvième est de tirer parti des possibilités offertes par les technologies numériques tout en se prémunissant des dangers de plus en plus grands qu'elles présentent.

Le Secrétaire général a conclu par une dixième priorité, qui est de procéder à un nouveau départ pour le XXI<sup>e</sup> siècle. Il a notamment déclaré : « *Il nous faut renforcer et repenser de fond en comble notre gouvernance des biens communs mondiaux essentiels que sont non seulement la santé publique, mais aussi la paix et notre milieu naturel* ».

Le Secrétaire général a terminé son propos sur une note optimiste, en rappelant que les crises favorisaient le changement et qu'après une année horrible, 2021 peut être « *l'année des possibilités et de l'espoir* ».

## **Message du Secrétaire général de l'ONU à l'occasion de la Journée Internationale de la fraternité humaine - le 4 février 2021**



Je suis heureux d'accueillir la première Journée internationale de la fraternité humaine pendant la Semaine mondiale de l'harmonie interconfessionnelle.

J'applaudis tous les États Membres qui ont coparrainé la résolution par laquelle l'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé le 4 février Journée internationale de la fraternité humaine, en particulier les Émirats arabes unis et l'Égypte qui ont cofacilité le processus.

Je suis également conscient de l'importance de la publication, en 2019, du « *Document sur la fraternité humaine pour la paix*

*mondiale et la coexistence commune* ».

Co-signée par Sa Sainteté le Pape François et Son Éminence le Grand Imam d'Al-Azhar, le cheik Ahmad Al-Tayyeb, cette déclaration est un modèle d'harmonie interconfessionnelle et de solidarité humaine.

Je remercie ces deux chefs religieux d'avoir utilisé leur voix pour promouvoir le dialogue interconfessionnel et le respect et la compréhension mutuels entre toutes les nuances de foi.

En ces temps éprouvant, nous avons plus que jamais besoin de cet esprit.

Dans le monde entier, des discriminations profondément ancrées, des actes d'intolérance et des crimes de haine persistent à l'encontre de maintes personnes simplement en raison de leur religion ou de leurs convictions, de leur appartenance ethnique, de leur genre ou de leur orientation sexuelle.

Ces actes ignobles sont un affront aux droits humains internationalement reconnus et aux valeurs des Nations Unies.

La diversité culturelle et la liberté de croyance constituent la richesse même de l'étoffe de nos civilisations.

Alors que nous commémorons la Journée internationale de la fraternité humaine, engageons-nous à faire davantage pour promouvoir la tolérance, la compréhension et le dialogue culturels et religieux.

## **17 objectifs pour transformer notre monde**



Les objectifs de développement durable sont un appel à l'action de tous les pays – pauvres, riches et à revenu intermédiaire – afin de promouvoir la prospérité tout en protégeant la planète. Ils reconnaissent que mettre fin à la pauvreté doit aller de pair avec des stratégies qui développent la croissance économique et répondent à une série de besoins sociaux, notamment l'éducation, la santé, la protection sociale et les possibilités



d'emploi, tout en luttant contre le changement climatique et la protection de l'environnement.

## Objectif du mois de février

L'objectif du mois de février est l'ODD 10 : Inégalités réduites. La COVID-19 a aggravé les inégalités déjà existantes sur les fronts économique, social et de genre. Cette période de crise a également montré l'importance de la solidarité internationale afin que personne ne soit laissé pour compte.

## Les Etats Unis réintègrent l'OMS et s'engagent pour le climat



**Alors que la COVID-19 fait des ravages aux États Unis d'Amérique, le président fraîchement élu Joe Biden a signé le décret de réengagement de son pays, comme membre de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), alors que son prédécesseur avait décidé de rompre avec l'organisation mondiale.**

Il faut dire de que cette réintégration fait partie de la nouvelle stratégie de lutte contre la COVID-19, déclinée par l'administration Biden. En effet, le nouveau président prévoit de vacciner cent millions d'américains et de rouvrir l'essentiel des écoles et des collèges, dans les cent premiers jours de son mandat.

Antony Fauci, conseiller médical, du président Biden a d'ailleurs déclaré : *« Les États-Unis ont l'intention de remplir leurs obligations financières envers l'organisation. Les États-Unis considèrent comme fondamentale la collaboration technique avec l'OMS. Je suis également heureux d'annoncer aujourd'hui que les États-Unis prévoient de travailler de manière multilatérale pour répondre à la pandémie de COVID-19 en en sortir. »*

Au deuxième jour de son mandat, le président Biden a signé une dizaine de décrets concernant la lutte contre la pandémie. Le secrétaire Général des Nations Unies Antonio Guterres s'est félicité de ce retour des Etats Unis comme membre de l'Oms, en déclarant notamment : *« Nous accueillons avec joie la démarche*

*du président Biden afin que les États-Unis entrent à nouveau dans l'Accord de Paris ».* Les vaccins étant un outil essentiel dans la lutte contre le COVID-19, le soutien des États-Unis au dispositif COVAX donnera un élan aux efforts pour garantir un accès équitable aux vaccins pour tous les pays, selon le secrétaire Général.

Outre ce réengagement à l'Oms, le président Biden a également réengagé son pays dans l'Accord de Paris, ainsi qu'en faveur de la migration et de réfugiés. *« Nous accueillons avec joie la démarche du président Biden afin que les États-Unis entrent à nouveau dans l'Accord de Paris »*, a déclaré le secrétaire Général, António Guterres.

M. Guterres a rappelé dans sa déclaration, l'engagement des pays produisant la moitié de la pollution mondiale due au carbone, à atteindre la neutralité carbone ou réduire à zéro les émissions nettes.

*« Nous nous réjouissons du rôle moteur des États-Unis dans l'accélération des efforts mondiaux pour parvenir à des émissions nettes zéro, notamment grâce à une nouvelle contribution nationale avec des objectifs ambitieux pour 2030 et un financement de la lutte contre le changement climatique en amont de la COP26 qui se tiendra à Glasgow cette année »*, indique le communiqué.

## Message du Secrétaire général de l'ONU à l'occasion de la Journée internationale de tolérance zéro à l'égard des mutilations génitales féminines – le 6 février 2021



Les mutilations génitales féminines sont une terrible violation des droits humains, qui nuit à la santé et au bien-être de millions de femmes et de filles dans le monde.

Malheureusement, le nombre de filles exposées à cette effroyable pratique a augmenté du fait de la pandémie de COVID-19. Les mesures de confinement et les fermetures d'écoles ont rendu les filles très vulnérables face à toutes sortes de mauvais traitements, et ont entravé l'action menée pour



mettre fin aux pratiques néfastes telles que les mutilations génitales féminines.

Si nous n'agissons pas d'urgence, deux millions de filles supplémentaires pourraient subir des mutilations génitales féminines d'ici à 2030 – en plus des quatre millions déjà exposées chaque année.

J'exhorte les gouvernements, les décideurs, les organisations de la société civile et les autres parties concernées à faire de la lutte contre les mutilations génitales féminines une priorité dans leurs plans nationaux de riposte à la COVID-19. Les mutilations génitales féminines sont à la fois une forme de violence fondée sur le genre et une atteinte à la protection de l'enfance.

Pour avoir une chance d'atteindre l'objectif mondial d'élimination des mutilations génitales féminines d'ici à 2030, nous devons accélérer les progrès de manière exponentielle. Pour ce faire, nous aurons besoin de quelque 2,4 milliards de dollars au cours de la prochaine décennie. Le coût de l'inaction est toutefois bien plus élevé. Nous devons impérativement mettre un terme à ces mutilations si nous voulons éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles et parvenir à l'égalité des sexes.

En cette Journée internationale de la tolérance zéro pour les mutilations génitales féminines, nous proclamons haut et fort : « Ces pratiques doivent cesser ! »

Il n'y a pas de temps à perdre. Unissons nos forces, mobilisons des ressources et agissons pour mettre fin aux mutilations génitales féminines d'ici à 2030.

## M. Abdoulaye Mar Dieye nommé au poste de Coordonnateur spécial pour le développement au Sahel



**Le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a annoncé le 7 janvier 2021 la nomination de M. Abdoulaye Mar Dieye, du Sénégal, au poste de Coordonnateur spécial pour le développement au Sahel.** M. Dieye est un macroéconomiste et expert en développement qui a acquis, au cours des 35 dernières années, une solide expérience de leadership dans la gestion de dossiers de développement complexes.

Il faut rappeler que les États Membres avait appelé, à travers les résolutions 2391 (2017) du Conseil de sécurité et 2020/2 de l'ECOSOC, au renforcement de l'engagement collectif et intégré dans la région du Sahel, faisant suite à l'implacable constat d'une détérioration de la situation. Par ces résolutions, l'ONU a réaffirmé le rôle central de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel et de son plan d'appui pour fournir un cadre global pour le renforcement de la gouvernance, de la sécurité et du développement dans la région.

D'ailleurs au début du mois de décembre, des experts chargés de coordonner la sécurité alimentaire dans 17 pays d'Afrique de l'Ouest et du Sahel avaient mis en garde contre la progression de la faim dans cette zone en parallèle du djihadisme et de ses violences. Selon ces experts, si rien n'est fait d'ici l'été prochain, jusqu'à 24 millions de personnes. Face à cette situation sécuritaire et humanitaire qui ne cesse de se dégrader, le secrétaire général des Nations unies a annoncé le 7 janvier la nomination du Sénégalais, Abdoulaye Mar Dieye, comme coordonnateur spécial pour le développement au Sahel.

Sur la situation de la région, Antonio Guterres avait déclaré en octobre dernier que : « *la région du Sahel central arrive à un point de rupture... Nous devons renverser cette spirale destructrice en donnant un nouvel élan à la paix et à la réconciliation* ».

Ce nouvel élan devrait être impulsé par M. Abdoulaye Mar Dieye, dont les équipes sont basées à Dakar et qui est appelé à renforcer « *l'engagement collectif et intégré dans la région du Sahel pour arrêter la détérioration de la situation, en reconnaissant l'interdépendance des crises sécuritaire, humanitaire et de développement* ». Sa mission est donc de diriger les efforts collectifs, y compris pour ce qui est du financement, en vue de mettre en œuvre la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel et son plan d'appui.

A travers cette nomination, l'ONU renforce sa réponse pour le développement du Sahel, en s'appuyant sur tous ses atouts dans la région, mais également en renforçant son engagement et son soutien aux initiatives existantes, notamment les efforts du G5 Sahel, de l'Alliance Sahel, de la Plateforme ministérielle de coordination, de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de l'Union africaine, de l'Union européenne, de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement.

M. Dieye est ingénieur statisticien économiste diplômé de l'Institut national de la statistique et des études économiques de Paris. Il a étudié les mathématiques avancées et spécialisées au lycée national du Parc de Lyon et est titulaire d'une maîtrise en études du développement de l'Institut d'études sociales (ISS) de La Haye.



# À VENIR

 <p><b>JOURNÉE MONDIALE DE LA JUSTICE SOCIALE</b> 20 FEVRIER</p>	<b>Journée mondiale de la justice sociale</b>  20 Février
 <p>#ZERO DISCRIMINATION</p>	<b>Journée « Zéro discrimination »</b>  1 Mars
 <p>Journée internationale des femmes Mars</p>	<b>Journée internationale des femmes</b>  8 Mars
 <p>Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale 21 mars</p>	<b>Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale</b>  21 Mars
 <p></p>	<b>Journée mondiale de l'eau</b>  22 Mars
 <p>Défendre la dignité humaine Defending Human Dignity Die Menschenwürde verteidigen</p>	<b>Journée internationale pour le droit à la vérité en ce qui concerne les violations flagrantes des droits de l'homme et pour la dignité des victimes</b>  24 Mars
 <p>4 APRIL HAPPY INDEPENDENCE DAY</p>	<b>Fête de l'indépendance de la République du Sénégal</b>  4 Avril
 <p>Journée Mondiale de la santé</p>	<b>Journée mondiale de la santé</b>  7 Avril
 <p>JOURNÉE MONDIALE de lutte contre le PALU DISME</p>	<b>Journée mondiale contre le paludisme</b>  25 Avril





UNITED NATIONS  
SENEGAL



Le Système des Nations Unies appelle au strict respect des mesures barrières et des recommandations du Ministère de la Santé et de l'action sociale.



<https://un.senegal.org>